

## LA GRÈVE D'AVRIL-MAI 1947 DE LA RÉGIE RENAULT : DES ÉVÉNEMENTS À LEUR CONTEXTE GÉNÉRAL

**Annie LACROIX-RIZ, publié dans *Renault Histoire*, n° 6, juin 1994, p. 128-161.**

C'est à la fin d'avril 1947 que se déclencha à la Régie Renault une grève dont on a surtout retenu la contribution à la grande histoire, c'est à dire à la rupture du tripartisme issu de la Libération. Ces deux aspects, local et national, du conflit sont connus de longue date, mais ils ont fait l'objet de nouvelles recherches publiées depuis les années 1980. Ces travaux ont donné au dossier un nouvel éclairage de politique extérieure, concernant tant les conditions du déclenchement du conflit que ses apparentes conséquences politiques (l'éviction des Ministres communistes du gouvernement Ramadier par le décret du 4 mai 1947) : donnée prise en compte de façon générale mais non traitée à l'époque où Philippe Fallachon rédigea un très important article sur "Les grèves de la Régie Renault en 1947"<sup>(1)</sup>. Ce travail pionnier de 1972 a dégagé sur le conflit de mai un certain nombre de données essentielles (prêtant parfois au débat) que nous résumerons ainsi :

1°. les bases sociologiques d'un mouvement largement constitué d'OS - 80% dans les départements touchés par la "première grève" (6, 18, 88, 31, 49, 48) -, tandis que les unitaires et le PCF, opposés au début, confirmaient leur prééminence chez les OP (74,9% d'OS et 17,5% d'OP dans les départements d'usinage, respectivement 19 et 77,2 à l'outillage et à l'entretien, et 54,8 et 36,2 pour l'ensemble de l'usine)<sup>(2)</sup> ;

2°. la puissance écrasante de la CGT parmi les ouvriers, améliorée encore en 1946 (comme dans toutes les catégories de salariés, des employés aux cadres, ingénieurs exceptés) par rapport à 1945 : 91,69% des exprimés aux élections professionnelles<sup>(3)</sup> ;

3°. des rapports de forces politiques ainsi caractérisés : un PCF maintenant à Boulogne-Billancourt une "force considérable", malgré l'affaiblissement de ses effectifs par rapport aux 7.500 adhérents de 1937 ; une SFIO pratiquement absente en tant que telle, jusqu'à la création du "groupe socialiste d'entreprise" (GSE) en juin 1947 (en fait début mai)<sup>(4)</sup> ; une "opposition de gauche" (que nous qualifierons par commodité de gauchiste) très faible (une centaine d'"adhérents et sympathisants"), émiettée, divisée en trois groupes : le PCI qui ne "tente aucun débordement du syndicat" (Renard, au département 49 de l'usinage des pièces moteurs) ; l'Union communiste de Pierre Bois, ouvrier du secteur Collas (départements 6 et 18), disposée à "sortir de la discipline syndicale (...) pour lancer des actions directes", et pourvue de moyens d'organisation nouveaux à dater de la mi-février (un bulletin ronéoté, *La voix des travailleurs de chez Renault*) ; la "gauche communiste" rêvant de transformer ses "comités d'action" en "comités de grève". Ces groupes auraient tiré parti de la "carence syndicale" sur les salaires et du "désir de lutte des ouvriers" pour entraîner ces derniers dans le mouvement, contre la CGT accusée d'abandon du salaire minimum vital ; et ils y auraient trouvé "une occasion de battre en brèche l'influence du PCF", tentative avortée jusqu'alors.

4°. un "mouvement" initial non "spontané", à la fois dans sa préparation minutieuse (notamment l'organisation des piquets de grève) et en raison du rôle assumé par ses "éléments dirigeants" ; mouvement d'abord combattu par la CGT débordée, entre les 25 et 29 avril, contrôlé dès le 29 avril, puis dirigé par elle à dater du 5 mai.

5°. les rapports entre l'affaire de la Régie - "occasion" ou "prétexte" de "la rupture du tripartisme, avec l'éviction des ministres communistes" - et la conjoncture politique générale au double sens du terme : intérieur, concernant le PCF, l'ensemble des autres partis (et les alliés syndicaux des deux formations gouvernementales, SFIO et MRP, FO et la CFTC) et la presse nationale ; et extérieur, la "situation générale dans le monde" étant mentionnée, sans faire l'objet d'une étude spécifique<sup>(5)</sup>.

C'est pour notre part sur cet arrière-plan indispensable à la compréhension de l'événement, et éclairé par les recherches récentes, que nous insisterons le plus. Nous rappellerons donc, dans un premier temps, les données actuellement disponibles sur le conflit social survenu en avril-mai dans la "forteresse ouvrière"<sup>(6)</sup> de Renault-Billancourt. Nous nous efforcerons ensuite de situer la grève dans un cadre plus large : sur le terrain social et politique hexagonal, mais aussi international, objet principal du débat historiographique en cours.

## I. DE LA GRÈVE DE LA RÉGIE RENAULT : LES ÉVÉNEMENTS

La grève entamée le 25 avril 1947 succéda à plusieurs mouvements limités surgis depuis les premiers jours de l'année, dans des conditions qui attestaient l'exaspération grandissante des ouvriers concernés. En janvier 1947, le département 49 débraya quelques minutes, contre l'insalubrité de l'usinage ; des ouvriers des forges en firent autant durant quelques heures le 9 pour conserver la supériorité de leurs salaires sur les autres catégories. En février, on recensa plusieurs arrêts du département 6 à propos des salaires ; le 27, un débrayage immédiat des tourneurs salua l'arrivée des chronométrateurs : il entraîna plus de 1.000 grévistes, sur le double mot d'ordre d'arrêt du chronométrage et de hausse uniforme de 10 francs de l'heure. En mars enfin, les fondeurs et l'atelier du modelage, par une "grève perlée" de sept jours, inscrivirent ainsi, on y reviendra, leur action dans une tendance plus générale : ayant obtenu une hausse du salaire horaire de 4 francs, les intéressés formèrent un "comité de lutte" destiné à appuyer la nouvelle revendication de 10 francs par heure <sup>(7)</sup>.

Mais les interprétations varient fortement sur les rôles respectivement joués par la direction du Syndicat CGT de l'usine et par les animateurs de la première phase du mouvement. Sans vouloir exposer ici les données plus générales du conflit, décrites plus loin, précisons un point de discussion sur la question des salaires. Selon Philippe Fallachon, "jusqu'en avril 1947, la CGT ne dépose aucune demande d'augmentation des salaires". L'auteur nuance cependant son propos en rappelant la vigoureuse action sociale du syndicat dans le cadre du Comité d'entreprise, (cantines, ravitaillement individuel des ouvriers, "aide sociale"). L'efficacité de cette action permet d'expliquer le soutien de masse qu'assurèrent les ouvriers à ce syndicat devenu désormais gestionnaire, pourvu d'une représentativité énorme et en progrès en 1946 <sup>(8)</sup>. Le constat apparaît beaucoup plus négatif chez Marie-Renée Courty-Valentin, qui voit dans l'abandon de toute "revendication salariale (...) depuis la nationalisation" un facteur puissant du mécontentement ouvrier contre le puissant syndicat <sup>(9)</sup>. Nous partageons l'analyse relative à l'isolement cégétiste du début de la grève, fruit d'un mécontentement aiguisé depuis plusieurs mois. Notre interprétation diffère sensiblement, en revanche, sur le comportement général de la CGT (notamment sur sa conception du problème des salaires) : nous voyons dans le conflit Renault un événement caractéristique de la *période de transition*, au tournant de 1946-1947, dans la ligne suivie par la Confédération depuis la Libération, avant le retour à des pratiques plus conformes aux traditions de la lutte sociale des anciens "unitaires" placés à la tête de ses syndicats. L'agitation de Renault, dès le premier trimestre de 1947, s'inscrit pleinement dans cette phase délicate de l'abandon progressif des pratiques des lendemains de la Libération, où les unitaires s'étaient bruyamment félicités qu'il y eût "quelque chose de changé" <sup>(10)</sup>.

C'est le mercredi 23 avril que démarra le mouvement qui nous concerne ici : les départements 6 et 18 organisèrent une Assemblée générale, décidant la grève pour le surlendemain, sur la base de la hausse horaire de 10 francs réclamée en février. Commencant à 6 heures 30 le vendredi 25 avril, la grève fut ratifiée "à une très grosse majorité" lors d'un scrutin organisé "à 8 heures". Le "Comité de grève élu par les grévistes en assemblée générale" parcourut les ateliers pour "inviter les camarades des autres ateliers à se joindre à /lui/. Il appela à une grève "sauvage", faisant suivre l'exposé des revendications d'une condamnation des graves carences des "organisations dites ouvrières". Nous précisons, à l'occasion de l'étude du *contexte général* de la grève de Renault, plusieurs allusions du tract issu de cette première journée : mise en cause de "nos salaires (...) dérisoires" ne permettant même "pas /de/ nous procurer le minimum qui nous est nécessaire pour manger" ; dénonciation des effets pervers de salaires "tellement bas que le gouvernement est obligé de pratiquer une politique de taxation et de subventions sur les denrées (...) absolument indispensables, telles que le pain, le vin (...) *Ce qui entraîne la spéculation et le marché noir*". La CGT a honteusement capitulé sur le minimum vital en la remplaçant par des primes à la production" ; revendication d'"un salaire minimum vital, c'est à dire pour nous limiter au chiffre de la CGT, de 7.000 francs par mois, *10 francs d'augmentation sur le taux de base*" (alors que "la direction a bien trouvé le moyen d'obtenir l'autorisation du gouvernement pour payer la note de 30% d'augmentation sur les produits sidérurgiques (...), il faut obliger le patronat à payer aussi notre force de travail *qui a subi une dévalorisation bien supérieure à 30%*") ; demande du "*paiement des heures de grève. Seule l'action peut nous donner satisfaction*".

Ce discours exaspéré, à la fois contre la conjoncture et contre la CGT, rencontra dans les ateliers un écho plus grand que les efforts de "tout l'appareil syndical pour faire reprendre le travail aux ouvriers qui avaient déjà arrêté leurs moteurs" <sup>(11)</sup>. Philippe Fallachon observe cependant qu'"au soir du vendredi 25 avril, le mouvement ne s'est pratiquement pas étendu" <sup>(12)</sup>. Les responsables syndicaux s'en tenaient alors à la revendication, qu'ils avaient lancée deux mois auparavant, d'une "augmentation de la prime de production de 3 francs de l'heure pour tous". Cinquième et dernier point du "cahier de revendications" déposé le 25 février, qui allait servir de base aux premières discussions entre le Syndicat et la Direction (et où se lit le mécontentement contre l'organisation du travail et le chronométrage) : "1° Paiement des bons coulés au salaire de base ; 2° Paiement des heures perdues /pour coupures d'électricité/ au taux moyen de la quinzaine précédente ; 3° Révision des temps qui n'atteignent pas 120% /du temps de base/ ; 4° Commission paritaire de révision des chronométrages" <sup>(13)</sup>.

La section syndicale, désarçonnée par l'explosion, ne contesta pas "le mécontentement justifié des masses laborieuses". Mais, déniait au mouvement le caractère de "*grève revendicative*", elle dénonça entre le 25 et le 28 avril les arrière-pensées "des irresponsables, des éléments provocateurs" <sup>(14)</sup> à l'origine d'un "mouvement /qui/ se prétend/ait/ apolitique" : son appel lancé aux "travailleurs" à resserrer les rangs face aux projets d'"état (*sic*) fort (...) de De Gaulle" <sup>(15)</sup>, à "reconnaître leurs vrais défenseurs et /à/ serr/er/ les rangs de plus en plus dans leur section syndicale" <sup>(16)</sup> n'emporta cependant pas l'adhésion.

Au terme d'un week-end (toujours très mal connu) d'occupation dans les ateliers concernés, les cégétistes ramèrent encore contre le courant le lundi 28 avril. La grève s'étendit avec, notamment, le ralliement, au cours du meeting organisé à midi Place Nationale par le Comité de grève, de la CFTC (7,7% des exprimés en 1946 <sup>(17)</sup>). En l'absence de sources syndicales, résolument discrètes ou muettes sur ces quatre premières journées pénibles pour les militants débordés, on dispose de l'ensemble de la presse non communiste, enthousiaste sur le mouvement. La SFIO et le MRP, compagnons de gouvernement des communistes, décrivirent par le menu la marée de la grève et les difficultés des unitaires : ils célébrèrent le 29 avril le meeting de la veille, estimé à des chiffres entre 3.000 (*Le Populaire*) et 5.000 participants, au cours duquel "au nom de la CFTC, Gérard Espéret a apporté l'adhésion des syndicats chrétiens à ces revendications et insisté, aux applaudissements de tous, sur la nécessité d'un syndicalisme non politique" (*L'Aube*) ; ils décrivirent l'extension du conflit au terme de cette manifestation ("10 à 12.000" grévistes au soir du 28) et l'appel à la grève totale pour le 29 ; ils exposèrent avec bienveillance les revendications salariales "d'ordre exclusivement professionnel" du "comité de grève" ; ils repoussèrent avec indignation, comme "un jeune militant de ce comité /.../ les calomnies de la CGT à l'endroit des grévistes" ; ils se réjouirent sans réserve de l'isolement des cégétistes, *Le Populaire* en tête : "à 17 h.30, les responsables syndicaux, qui préconisaient la reprise du travail, se sont faits (*sic*) huer et ont dû battre en retraite".

Corde antibolchevique sur laquelle la presse de droite, marquant une sympathie inédite pour les revendications, tira sans hésitation : de *L'Aurore* - "La CGT bolchevisée n'est plus maîtresse de l'action ouvrière" - au *Pays* : "La CGT contre les grévistes. Les travailleurs veulent secouer le joug des meneurs communistes. Ils entendent utiliser la grève comme un moyen de satisfaire leurs revendications syndicales et non pas comme un instrument destiné à appuyer une manoeuvre politique de l'état-major communiste" <sup>(18)</sup>.

Le 28 avril, la section syndicale, tout en maintenant son opposition à la grève - réaffirmée lors du meeting qu'elle convoqua également Place Nationale, à 17 heures 30 -, constitua deux délégations. Chargées de négocier les cinq points du "cahier de revendications" exposé ci-dessus, elles furent reçues par la Direction respectivement à 10 heures puis à 22 heures. Elles rapportèrent des entrevues un maigre bilan : la CGT put faire état de la satisfaction des quatre premières demandes ; mais "sur la question essentielle des salaires", elle s'était heurtée à un *veto*, ses "deux contre-propositions" de 1,40 franc de prime horaire à la production ou de 24 francs de prime de cantine quotidienne ayant été jugées inacceptables <sup>(19)</sup> : "M. Lefaucheur se déchargeait sur le gouvernement, d'une décision qui, bien qu'il la trouva (*sic*) normale, n'était pas, d'après lui, de son ressort" <sup>(20)</sup>.

Le 29 avril, les sources syndicales - archives des Métaux et articles du porte-parole de la Fédération, *L'Humanité* -, attestèrent par leur loquacité, succédant à la gêne ou au silence, que la période d'isolement au sein de l'usine touchait à sa fin. C'est ce jour-là - et non le 30, comme le croit Marie-Renée Courty-Valentin <sup>(21)</sup> - que la CGT s'engagea dans le soutien à

l'action en cours : ayant sollicité de la Direction un nouvel entretien, la Section syndicale appela "tous les travailleurs de la Régie à appuyer leur délégation dans le calme, (...) en arrêtant le travail à onze heures et en restant sur le lieu du travail" <sup>(22)</sup>. A 12 heures 30, au sortir de l'entrevue, Eugène Hénaff, secrétaire général de l'Union des Syndicats ouvriers de la Région parisienne (USORP), en exposa, devant une Place Nationale "noire de monde", les conclusions, naturellement inchangées depuis la veille. Un vote fut aussitôt après organisé par la Section syndicale dans les ateliers, "où la majorité s'est prononcée pour l'arrêt du travail en attendant les résultats des pourparlers en cours" <sup>(23)</sup>.

L'après-midi, une conférence réunit en effet au Ministère du Travail, sous la Présidence d'Ambroise Croizat, les délégués de la CGT et ceux des Ministères de l'Economie nationale et de la Production industrielle : les quatre heures de discussions ne débouchèrent sur rien, et le Ministre du Travail communiste (et Secrétaire général de la Fédération des Métaux) fut prié par les cégétistes, de "porter le différend Renault devant le Conseil des Ministres" du lendemain, 30 avril <sup>(24)</sup>.

Cette journée marqua une étape supplémentaire dans le soutien cégétiste aux revendications de l'usine, et plus largement de toute la Métallurgie de la Région parisienne, avec l'entrée en lice de l'organisation cégétiste au niveau parisien. La Section syndicale de la Régie transmet à ses militants sept "consignes à passer pour ce matin 30", dont six étaient consacrées à l'organisation du mouvement et de la propagande :

"1°) Réunir les CE /Commissions Exécutives/ dans chaque département :

- les élargir (voir les meilleurs cdes (*sic, pour camarades*) les plus connus comme de bons cdes).

- les faire ratifier à l'Assemblée générale par atelier.

2°) Organiser une Assemblée générale dans chaque atelier avant 9 heures.

- commenter les passages essentiels de notre tract de ce matin, et des informations dans l'Huma.

- dénoncer les manoeuvres des éléments de division (rappeler l'arrestation du type avec le révolver (*sic*)).

- (rappeler l'occupation des bureaux de la Direction, hier, pendant son absence, montrer que c'est étrange qu'ils aient pu s'installer si facilement, ce qui était un excellent prétexte pour obliger LEFAUCHEUX à leur parler.

- dénoncer la publicité faite par les journaux réactionnaires pour les éléments diviseurs, en même temps que ces mêmes journaux lancent les attaques contre la CGT. - montrer que c'est un plan d'ensemble : (on veut la division pour créer les conditions d'un nouveau 30 Novembre 1938 et pour préparer un coup de force, c'est à cela qu'aboutirait une division permettant de dire que les ouvriers sont contre la CGT).

- Face à cela nous appelons les ouvriers à suivre leur Organisation Syndicale.

3°) Organiser les groupes de discussions.

4°) Organiser le contrôle à chaque porte : (l'ordre dans chaque atelier est sous la responsabilité des Commissions Exécutives de Section Syndicale, donc les militants syndicaux doivent prendre les mesures de protection indispensables pour que les éléments provocateurs ne viennent pas troubler l'ordre).

5°) Organiser les liaisons du département à la permanence du Comité d'Entreprise.

- prévoir plusieurs cdes (*sic*) avec vélos.

(25) 6°) Entretenir constamment une bonne ambiance d'union derrière la Section Syndicale

La démarche souligna la volonté de rétablir avec la masse des ouvriers des relations qui s'étaient dégradées et de les associer plus étroitement à l'activité syndicale : souci d'oeuvrer "en étroite liaison avec tous les gars" (selon la formule d'un autre texte interne), qui se marqua aussi par l'instruction - présente à chaque étape de division et de difficultés des unitaires - de "ne pas craindre de faire confiance aux femmes et aux jeunes" pour "élargir la CE dans chaque atelier" ou désigner les "collecteurs par équipe, ou par chaîne" <sup>(26)</sup>. La 7<sup>e</sup> des "consignes à passer pour ce matin 30" ajoutait aux "3fr." spécifiquement Renault, les "10 fr. de l'heure sur la prime de rendement", désormais revendiqués par "le bureau exécutif de l'Union Syndicale pour l'ensemble des Métallurgistes Parisiens" <sup>(27)</sup>.

Ce ralliement aux 10 francs horaires fut suivi, dès le lendemain du 1er mai férié, de la consultation générale des ouvriers de la Régie. On ne peut donc pas suivre les conclusions de

P. Fallachon sur la période 29 avril-2 mai : "la CGT (...) essaie de faire cesser la grève après avoir obtenu quelques satisfactions sur des points secondaires" <sup>(28)</sup>.

Le 30 avril, Marie-Renée Courty-Valentin signale la tentative par "le comité de grève (...) de généraliser la grève à l'ensemble de la métallurgie parisienne" <sup>(29)</sup>. Après un calme 1er mai d'occupation de l'usine et de participation au défilé général, houleux, convoqué à la Concorde, la CGT organisa dans l'après-midi du 2 un vote à bulletins secrets sur la "reprise du travail ou /la/ continuation de la grève" <sup>(30)</sup>. La presse releva avec satisfaction le relativement faible nombre de votants - 21.286 - qu'elle interpréta comme un signe de la désaffection ouvrière à l'égard des cégétistes <sup>(31)</sup> : une courte majorité se dégageant en faveur de sa poursuite (53% des ouvriers et 50% des employés, contre respectivement 38 et 28), la grève se prolongea quelques jours.

Dans l'ensemble des milieux non-communistes, l'allant gréviste des premiers jours du conflit se transforma le 3 mai en franche opposition. *L'Aube* - tout en publiant un communiqué de la fédération CFTC des Métaux réclamant un salaire de 7.000 francs "net de toute prime" -, nota du bout des lèvres que "la poursuite de la grève /était/ ainsi décidée par un tout petit peu plus du tiers du personnel". *Le Populaire*, qui avait laissé les coudées franches, dans les derniers jours d'avril, à sa fédération (gauchiste) de la Seine enivrée par la grève, fit entendre d'autres accents. L'organe de la SFIO invoqua désormais la hâte à assurer la reprise du travail manifestée par les cadres, qui "craignent le danger mortel que fait courir à la Régie la prolongation de la grève". Henri Noguères siffla brutalement les arrêts de jeu dans un célèbre éditorial, "D'une grève et de ses conséquences" : il y motiva "la position "en flèche"" par "l'instinct de solidarité" de son journal "avec tout mouvement de la masse ouvrière" ; spontanéité et "premier réflexe de sympathie" lui avaient fait oublier les "graves conséquences pour la classe ouvrière elle-même /d'un relèvement général des salaires /qui/ serait incompatible avec la politique de baisse des prix à laquelle le Parti socialiste rest/ait/ plus attaché que jamais" <sup>(32)</sup>.

Position dont on trouve l'écho immédiat dans les écrits des militants socialistes de la Régie, qui étaient demeurés jusqu'alors muets. C'est en effet le 2 ou le 3 mai (plus vraisemblablement <sup>(33)</sup>) que "la minorité syndicale CGT Renault" et le "groupe socialiste d'entreprise" (GSE) imprimèrent des tracts explicites sur leur rejet des revendications en cours : on y percevait leur malaise sur la grève, désormais taxée de grève politique au profit de "la propagande de tel ou tel parti", avec une allusion au RPF, non cité ("il est possible que certains éléments indésirables profitent de la grève pour lancer les travailleurs dans des aventures autoritaires (...)"). Ils observaient un silence parlant sur les salaires : "nous restons persuadés que la seule solution est *l'augmentation réelle du pouvoir d'achat par la baisse effective du coût de la vie*, et dans une meilleure répartition des produits de première nécessité", écrivit *Force Ouvrière*. Le GSE renvoyait au programme du 1er septembre 1946 du PS, qui "entend substituer aux primes de rendement individuel les primes collectives (...)", et vantait les "réformes de structure". L'insistance était enfin portée sur le brûlot du "vote à bulletin secret" qui n'enthousiasmait guère "la tendance majoritaire de la CGT", mais que la pression "de la fraction minoritaire" avait réussi à imposer" <sup>(34)</sup>.

Marie-Renée Courty-Valentin mentionne la poursuite des efforts du "comité de grève" auprès des autres usines de la région, tandis que la CGT négociait avec la direction de la Régie. Le PDG Pierre Lefauchaux rencontra les Ministres du Travail, Croizat, puis (après le décret du 4 mai) son successeur Daniel Mayer, "pour trouver un compromis sur les salaires". L'accord, signé le 8 mai, promit à la Régie des contingents supplémentaires d'acier (26.000 t.) lui permettant d'accroître sa production, et aux ouvriers la prime de production des 3 francs horaires (on se rappelle que l'Union syndicale des Métaux avait au surplus réclamé 10 francs de hausse de la prime horaire de rendement pour l'ensemble de la Métallurgie parisienne). Le vendredi 9 mai, le référendum organisé par la CGT sur la reprise du travail fut approuvé par 63% des votants, contre 36. Le lundi suivant 12, le mouvement se survit surtout dans son berceau, le secteur Collas, flanqué de "quelques autres départements" ; les revendications des intéressés se bornaient désormais "au paiement des jours de grève" <sup>(35)</sup>. Le 15 mai, après une réunion entre la délégation syndicale et Daniel Mayer au Ministère du Travail, le personnel de la Régie obtint "une indemnité uniforme de 1.600 frs, pour pertes de salaires causées par la lenteur des pourparlers depuis le 29 Avril (*sic*)" et "une avance de 900 francs qui sera/it/ retenue sur les payes après les vacances à raison de 150 frs par quinzaine" : cette "nouvelle victoire", selon les termes du Syndicat CGT, fut ratifiée "à l'unanimité /des/ 330 responsables

syndicaux et délégués du personnel réunis en Conseil Syndical Extraordinaire", à 11 heures, dès le retour à l'usine de la délégation cégétiste <sup>(36)</sup>. Le résultat obtenu mit pratiquement fin à la grève de la Régie.

## II. UN FRUIT DE LA CONJONCTURE GÉNÉRALE :

Nous n'avons dissocié que pour les besoins du récit le conflit Renault de ses multiples racines : les données intérieures et extérieures de la conjoncture du printemps de 1947, que nous relèverons successivement, de façon artificielle là encore, pour tenter de mettre de l'ordre dans des données foisonnantes. Ce tableau général éclaire en effet une grève-phare qui ne releva pas exclusivement de la situation au sein de la Régie Renault ; et qui présenta les caractères à la fois d'un conflit social "classique" - par ses fondements socio-économiques - et d'un événement politique qu'on ne saurait réduire à des motivations générales de conflit "de classe". La grève de Renault, qui correspondit à un rapport de forces général au sein du monde ouvrier, ne se produisit pas *hic et tunc* par le fruit du hasard.

Seule la prise en compte de cette conjoncture permet de commencer à répondre aux questions posées par Philippe Fallachon : "Mais peut-on dire pourquoi cette grève ne s'est-elle (*sic*) pas déclenchée à partir d'un débrayage au mois de février ou au mois de mars ?" ; pourquoi aussi cet essoufflement si rapide du mouvement entre le 5 et le 9 mai, l'échec des organisateurs de la première grève à l'étendre "à la métallurgie parisienne", et la reconnaissance si rapide de leur échec, avec un repli sur le simple "paiement des heures de grève" ? <sup>(37)</sup>, et ce alors même que les cégétistes revendiquaient désormais les 10 francs horaires pour toute la Métallurgie, en complément des 3 francs-Renault.

### A. LA CONJONCTURE INTÉRIEURE DU CONFLIT CHEZ RENAULT :

Le conflit éclata dans un contexte d'extrême difficulté pour les "unitaires", qui disposaient d'une majorité écrasante dans les corporations ouvrières. Sous l'influence de cette tendance désormais hégémonique (84% des mandats au Congrès confédéral d'avril 1946), la CGT n'avait pas abandonné la "revendication salariale" (sauf dans les tout premiers temps de la "Bataille de la Production", à l'automne 1944). Elle l'avait gérée dans un cadre inédit, hors des phases de demande "classique" de revalorisation générale des salaires ("remise en ordre" de 1945, puis revendication d'une hausse générale des salaires de 25% le 5 juin 1946, largement liée à la conjoncture politique générale - intérieure *et* extérieure) : celui des "escarmouches d'avant-poste", selon l'expression de Sémat, dirigeant des Métaux CGT, au Congrès fédéral de mars 1946 <sup>(38)</sup>.

Assurément liées à la stratégie de la "Bataille de la Production", les "primes à la production" revendiquées par la CGT, Métaux en tête, avaient en 1946 contourné efficacement le blocage des salaires ouvriers : en avril 1946, les salaires au rendement atteignaient en moyenne 131% du minimum légal. Mainte autre disposition avait largement profité aux corporations ouvrières : alignement des salaires minima sur les maxima, majoration des heures supplémentaires, modifications des zones d'abattement, retouches des textes relatifs aux classifications, suppression de l'abattement de 10% sur les salaires féminins, etc. On ne saurait comprendre autrement les succès électoraux renforcés, dans les premiers mois de 1946, des unitaires dans les usines, Régie Renault comprise.

Cette astucieuse tactique avait été, à la grande satisfaction des Fédérations cégétistes alors opposées aux grèves, pratiquée avec résolution par les Ministres communistes chargés depuis novembre 1945, à des titres divers, des salaires : Ambroise Croizat et ses homologues ayant à connaître directement des salaires de leur secteur (le Ministre de la Production industrielle et Secrétaire général de la Fédération CGT de l'Eclairage, Marcel Paul pour l'énergie, artisan essentiel des très généreux "Statuts" des Mineurs et des Gaziers et Electriciens ; le Ministre de l'Air Charles Tillon pour l'aéronautique, champion incontesté du contournement du blocage par les salaires au rendement <sup>(39)</sup>).

La fin de 1946, après la tornade de la hausse des prix du second semestre de 1946, confronta, d'une part, les ouvriers à une nouvelle baisse considérable du pouvoir d'achat, et, d'autre part, les communistes (sur le plan gouvernemental) et les unitaires (dans les entreprises) à une véritable paralysie. Un blocage rigoureux des salaires fut assuré à partir de l'automne 1946 grâce à une législation ligotant les Ministres communistes : ces derniers furent pieds et poings liés par l'article 123 bis de la loi budgétaire de 1946 voté le 25 septembre,

imposant à toute initiative le contreseing du Ministre des Finances <sup>(40)</sup>. Ambroise Croizat et ses deux camarades avaient été ouvertement mis en cause au cours du débat pour leur politique salariale, de la SFIO, particulièrement précise et incisive, à la droite. Ils se virent désormais pratiquement interdire les parades qui avaient depuis la fin de 1945 ouvert des brèches dans le blocage.

Les assaillis remportèrent cependant alors une ultime victoire, fruit conjugué du large appui des salariés concernés <sup>(41)</sup> et de l'habileté tactique des parlementaires communistes, qui firent programmer la discussion immédiate du projet de loi à la veille des élections législatives de novembre : le vote, le 5 octobre, à la colère explicite de tout le reste de l'Assemblée, députés de la SFIO inclus <sup>(42)</sup>, du Statut de la Fonction Publique préparé sous la houlette du Ministre d'Etat Thorez. Son article 32 concernait tous les salariés, en fixant le traitement de base des fonctionnaires à 120% du "salaire minimum vital" : ce dernier concept se trouva ainsi inscrit dans la loi. Mesure de vaste portée, certes, mais chant du cygne des initiateurs des "escarmouches d'avant-poste", alors que la rigidité patronale s'aggravait en fonction de l'évolution du rapport des forces général.

L'état d'esprit régnant alors à la SFIO constitua alors un révélateur des faibles chances de survie de la coalition tripartite. Le Conseil National réuni les 3 et 4 décembre 1946, sur le vote pour ou contre Thorez, attesta la volonté de rupture avec le PCF, et, de ce point de vue, le poids grandissant de l'espoir d'aide américaine, qui donna parfois lieu à un véritable chantage exercé sur les militants fédéraux, notamment par André Philip. L'emporta cependant encore la prudence, partagée par les éléments demeurés plus sensibles à l'influence de leur parti dans les milieux ouvriers - tel Augustin Laurent, du Nord - et par les droitiers les plus déclarés de la SFIO - tel Max Lejeune, de la Somme. Sur des registres différents, le premier, conscient de l'impossibilité de "reprenre contact avec la classe ouvrière" si l'on "fond/ait la SFIO/ dans un vaste bloc anticommuniste", et le second, aussi lucide sur les conséquences de la perte du contrôle du parti sur la CGT, aboutirent aux mêmes conclusions sur l'"inélucltable" présence communiste au gouvernement.

L'heure du sacrifice ouvrier sans contreparties avait en effet sonné. Ardeur ouvrière au travail, d'une part, pression sur les salaires, d'autre part, étaient considérées comme indispensables à la mise en œuvre d'une Reconstruction faisant un large appel aux emprunts contractés auprès des Etats-Unis : les hésitations ne portaient que sur la meilleure tactique pour obtenir du monde ouvrier les sacrifices et "la discipline" requis, "une épreuve extrêmement dure pour la classe ouvrière, (...) la semaine de 48 heures, sans augmentation de salaire" (Roubert). Cette donnée de base, rapportée à ce que Laurent appelait "la mainmise du Parti communiste sur la Confédération Générale du Travail", constitua, de la droite à la gauche du Parti, de Max Lejeune à Boutbien, la motivation explicite de la thèse du maintien de la participation communiste au gouvernement <sup>(43)</sup>.

Une première tentative contradictoire fut cependant effectuée bien peu de jours après la quasi unanimité affichée par la SFIO sur l'indispensable caution communiste et unitaire des "sacrifices" et de la "discipline" des ouvriers. La formation du gouvernement socialiste homogène, qui vécut de la mi-décembre 1946 à la mi-janvier de 1947, révéla la précarité de cette thèse si sonore, et ouvrit d'autres perspectives, d'ailleurs fort bien comprises par le PCF. L'opération préparée en compagnie du MRP, avec l'aval de la droite classique, conduisit Jacques Duclos à anticiper sur le futur discours de la rupture, en dénonçant la "haine de classe" sous-jacente au traitement du PCF en "parti mineur" : "Les ouvriers, c'est bon pour se battre, (...), c'est bon pour payer, mais ce n'est pas bon pour gouverner (...)" <sup>(44)</sup>.

Cette première éviction autorisa l'annonce du programme d'austérité et de "sacrifices" de décembre-janvier de Blum : suppression quasi générale des subventions, hausse des tarifs des services publics, suppression de 50.000 emplois de fonctionnaires, retour différé aux conventions collectives. De leur côté, communistes et unitaires maintinrent fermement leurs revendications de "salaire minimum vital" et de retour à la liberté contractuelle. Contre la sérieuse menace d'un relèvement général des salaires Blum usa de la parade de la "baisse des prix" de 10% en deux étapes. Annoncée le 31 décembre 1946, la mesure fut préparée en compagnie du CNPF, du patronat sidérurgique (assurés d'une compensation intégrale des hausses de prix alors prévues, et seulement différées) et de la haute fonction publique, aussi généreuse pour les lamentations de la grande industrie que pingre et méprisante pour les demandes des "petits". L'opération s'inscrit également dans le cadre des mesures d'"assainissement" prescrites comme préalable à l'octroi de tout nouveau crédit par

Washington (qui invoqua pesamment l'exemple belge en la matière) <sup>(45)</sup>. "Le choc psychologique" transporta d'aise les milieux financiers, sans abolir entièrement leur inquiétude sur l'état d'esprit du monde du travail : "Les communistes sont les maîtres de la CGT et c'est là, évidemment, qu'est le point noir de l'expérience" <sup>(46)</sup>.

Rapportée à son objectif réel - saborder la hausse des salaires, "méthode non seulement illusoire mais néfaste" <sup>(47)</sup> -, la tactique réussit sans conteste. Elle suscita un enthousiasme sans réserve des confédérés : ils célébrèrent "la bataille des prix" contre la "victoire à la Pyrrhus" de "la bataille des salaires" perdue à l'été 1946 <sup>(48)</sup> et se montrèrent disposés à l'affrontement ouvert contre les unitaires ("on") : "par une menace d'augmentation générale des salaires, on suspend l'épée de Damoclès sur la réussite de la baisse du coût de la vie et on compromet la revendication légitime du salaire minimum vital" <sup>(49)</sup>. Mais l'opération fut aussi, presque unanimement (à 97% selon l'IFOP), approuvée par le monde du travail : désarçonnés par la course des prix déchaînée au second semestre de 1946, les salariés avaient été particulièrement sensibles à une lancinante campagne contre "le cycle infernal des salaires et des prix" <sup>(50)</sup>. L'initiative de la "baisse des prix" plaça donc les unitaires sur la défensive dans une CGT désormais ouvertement divisée : au Comité confédéral national (CCN) de la mi-janvier, ils renouvelèrent la revendication d'un salaire minimum de 7.000 francs mensuels à dater du 1er janvier pour 40 heures hebdomadaires (répercutable sur la hiérarchie) ; au nom des nécessités de la Bataille de la Production, ils confirmèrent leur adhésion à la généralisation des "huit heures supplémentaires", mais en rappelant leur ferme attachement à "la majoration des heures après la quarantième" (prévue par la loi Croizat du 25 février 1946).

Arguant de la "politique actuelle d'assainissement des prix", la résolution du confédéré Fréour proposa pour sa part de suspendre, "à titre provisoire", la revendication du "minimum vital" : elle serait remplacée par une "indemnité exceptionnelle, dite de vie chère" allouée aux seuls salariés situés au-dessous du seuil des 7.000 francs <sup>(51)</sup> (solution qu'avaient choisie la SFIO et ses alliés politiques). Mais, bien que les salariés eussent accueilli avec confiance la politique de Blum, la minorité de la CGT fut gênée par le tournant que la "baisse de 10%" imprima à son discours. Sa presse (*Force ouvrière* en particulier) avait depuis un an pratiqué la surenchère contre les unitaires qui poussaient à l'ouvrage, en louant sans réserve les thèses des éléments les plus gauchistes de la CGT <sup>(52)</sup>. La tendance fut donc embarrassée par cet abandon brutal d'une revendication salariale chère au monde ouvrier "sur l'autel de la patrie, sur l'autel de Léon Blum", selon l'expression de Benoît Frachon devant le Comité central du PCF du 18 janvier 1947 <sup>(53)</sup> : face aux 83% de voix unitaires, les confédérés se réfugièrent largement dans l'abstention (13%), la motion Fréour ne regroupant que 4% des mandats <sup>(54)</sup>.

La manoeuvre avait cependant sérieusement affaibli les unitaires, tant l'annonce d'une "baisse des prix" avait, ils le reconnurent avec simplicité, suscité d'espérances dans l'ensemble du monde salarié <sup>(55)</sup>. Le dispositif parlementaire de l'automne 1946 put alors démontrer sa remarquable efficacité. Le gouvernement Ramadier, constitué le 21 janvier, inclut Croizat, tout en se débarrassant déjà totalement ou partiellement des encombrants Paul (non repris) et Tillon (versé au poste inoffensif, en termes de salaires, de la Reconstruction et de l'Urbanisme). Reconduit au Ministère du Travail, le Secrétaire général des Métallurgistes CGT fut désormais réduit à l'impuissance totale.

L'attestèrent notamment les conditions d'élaboration de la prime de vie chère par les Finances - qui montrèrent contre "ces revendications /ouvrières/ qui s'enhardissent (...) de chaque satisfaction qu'on leur donne" <sup>(56)</sup> autant de hargne qu'elles avaient témoigné de sollicitude, en décembre 1946, pour le patronat en mal de hausse de prix. Prélevée non sur les employeurs, mais sur les Caisses d'allocations, la prime fut octroyée le 31 mars 1947 exclusivement à "ceux dont la situation est la plus misérable" : tous les autres furent conviés par Ramadier à un nouveau "sacrifice (...) nécessaire pour éviter" un éventuel "désastre national" <sup>(57)</sup>. Croizat, que le Président du Conseil avait sèchement rappelé à l'ordre contre "une augmentation nominale du taux des salaires (...) pour le moment illusoire" <sup>(58)</sup>, vit toutes ses suggestions rejetées : on écarta notamment ses demandes d'inclusion de l'indemnité dans le salaire - biais tenté pour la rendre définitive - et de choix d'une base de 200 heures de travail pour les 7.000 francs, au lieu de 208, solution retenue par le Budget. La circulaire porta la signature d'un Ministre qui n'avait plus voix au chapitre aux côtés de celle de Philip, Ministre de l'Economie érigé en tuteur du Ministre-syndicaliste <sup>(59)</sup>.

Le verrouillage salarial désormais sans échappatoire, y compris pour les bataillons naguère "privilegiés" de la métallurgie, accentua considérablement les difficultés des unitaires



face à une classe ouvrière excédée. D'autant plus que les prix, à peine freinés en janvier même, reprirent leur course régulière dès février ; et que la situation du ravitaillement, gravement perturbée par les terribles conditions météorologiques de l'hiver, s'aggrava de façon dramatique : dans les premiers mois de 1947, on ne parlait en haut lieu que de l'inévitable prochaine "réduction des rations de pain" de 300 à 250 grammes par jour <sup>(60)</sup>. Le mouvement chez Renault survint fin avril, alors que le mécontentement suscité par "l'arrêté Philip" du 31 mars avait relancé dans les Métaux la revendication de "la prime de rendement". Mais il se produisit aussi au plus aigu de cette crise de ravitaillement du printemps. Selon Alfred Costes, responsable fédéral des Métaux et député communiste de Boulogne-Billancourt, "le mécontentement (...) chez Renault" était largement dû à ce dernier problème : les mensuels (on peut douter qu'ils aient été les seuls dans ce cas) étaient convaincus "que l'augmentation des salaires faisait augmenter les prix, que ce qu'il leur fallait, ce n'était pas des salaires plus hauts, mais un ravitaillement meilleur" <sup>(61)</sup>.

Des signes sûrs révélèrent alors deux phénomènes étroitement liés, la lassitude et l'apathie ouvrières, d'une part, l'isolement croissant des unitaires, d'autre part. Deux d'entre eux nous apparaissent particulièrement éclairants sur la coïncidence chronologique entre grève de la Régie Renault et éviction des ministres communistes :

1°. Le succès très mitigé des "manifestations de masse", exclusivement unitaires - la tendance confédérée ne fit pas même mine de s'y associer -, du 25 mars 1947. Elles avaient été lancées par le CCN du 12 mars sur sept mots d'ordre très généraux, marqués au coin de l'extrême prudence et du sens aigu du compromis des unitaires à l'ère de la Conférence de Moscou : "application réelle de la baisse des prix" ; union républicaine "contre la réaction qui relève la tête" ; "attribution de primes à la production et au rendement" ; fixation du taux d'abattement sur les salaires à 84.000 francs ; "application intégrale de la loi du 21 mai 1946 sur la revalorisation des allocations familiales" ; "conclusion rapide des conventions collectives nationales", contre "toutes les tentatives de division ouvrière qui se font jour à l'occasion de leur discussion" ; "mise au travail" des oisifs de 18 à 55 ans, parasites et trafiquants <sup>(62)</sup>. Les manifestants recensés avec optimisme par la presse unitaire et communiste ("un demi-million au Champ-de-Mars" et des chiffres aussi imposants en province) ne firent cependant pas le plein des travailleurs syndiqués.

2°. La CGT enregistra surtout un échec très sévère aux élections du 24 avril 1947 à la Sécurité Sociale : la Confédération fut créditée de 59% des exprimés seulement, avec à peine 3,3 millions de voix (pour 6 millions d'adhérents revendiqués) face aux 26% de la CFTC (près d'1,5 million de voix, pour environ la moitié d'"adhérents et amis"). L'événement avait été très soigneusement préparé par les protagonistes respectifs, et il avait suscité une alliance en bonne et due forme entre la SFIO et le MRP par syndicats interposés (on reviendra plus loin sur ses aspects "extérieurs"). L'accord passé contre l'ennemi commun se traduisit notamment par les deux pratiques suivantes : la tendance *FO* rabattit systématiquement ses votes sur la CFTC partout où elle ne présentait pas, comme dans le Nord et le Var, des listes dissidentes de la CGT ; les alliés regroupés contre les unitaires pratiquèrent un panachage qui fit, selon la formule de Croizat, une "hécatombe" de "68 militants connus de la CGT (...) souvent des membres estimés du Parti communiste" <sup>(63)</sup>.

L'isolement des unitaires et communistes qui avait déjà été assuré, le 19 avril, par l'apparence d'accord charbonnier occidental sur la Sarre <sup>(64)</sup>, fut cinq jours plus tard spectaculairement démontré à l'intérieur. Ce dernier revers décisif permit à notre avis de lancer contre eux l'assaut qui avait été différé depuis la fin de 1946. La gifle ainsi administrée rendit possible ce que Daniel Mayer avait encore jugé prématuré le 20 mars 1947, contre les espoirs tapageurs mais purement tactiques de retour au gouvernement socialiste homogène : "mais l'exclusion politique du Parti communiste, c'est l'hostilité à peu près déclarée de la CGT et nos groupes socialistes ne sont pas suffisamment prêts pour prendre le pouvoir syndical tombé en déshérence ; nos groupes d'entreprise ne peuvent pas, à l'intérieur de la CGT, rendre les services qu'il faudrait attendre d'eux. Je ne crois pas que ce soit à travers le biais politique de la formation du gouvernement socialiste que l'on doive résoudre le problème que pose le syndicalisme français" <sup>(65)</sup>.

Cet arrière-plan intérieur - exaspération ouvrière devant la chute du pouvoir d'achat et l'aggravation des conditions du ravitaillement ; aggravation des divisions internes de la CGT, partiellement liée à la conjoncture socio-économique qui accablait le monde ouvrier - fournit assurément l'une des clés du conflit de la Régie. Sur ses aspects politiques, Marie-Renée

Courty-Valentin admet que "les instigateurs de la grève (...) n'ont pas une haute estime pour les responsables de la CGT" et "que *L'Aube et le Populaire* se souciaient plus de ridiculiser les militants communistes que de comprendre et de satisfaire les revendications des grévistes. Sans considérer les instigateurs de la grève du 25 avril comme des "provocateurs hitléro-trotskyistes à la solde de De Gaulle"" (formule d'Hénaff) "ni voir dans le conflit une savante machination destinée à exclure les ministres du gouvernement, il faut admettre que le mouvement a fonctionné comme un piège pour le PCF"<sup>(66)</sup>. Qui dit "piège" suggère que ledit piège a été placé par quelqu'un. L'état des sources consultées, qui n'inclut pas la correspondance policière, autorise cependant des hypothèses sur la "savante machination" exclue par cet auteur, machination en vue de laquelle les partis non communistes représentés au gouvernement trouvèrent un solide étai extérieur.

### ***B. LES ASPECTS INTERNATIONAUX DU DOSSIER RENAULT, "POINT DE CHUTE" DES MINISTRES COMMUNISTES***

La grève de Renault constitua l'occasion ou le prétexte de la rupture de la coalition tripartite attendue et activement préparée par les partenaires du PCF depuis plusieurs mois<sup>(67)</sup>. Événement de politique française assurément, mais l'éviction des communistes de cabinets de coalition revêtit un caractère systématique entre mars et mai 1947. Ce phénomène incite à rapporter le cas français au lot commun des pays de l'Europe occidentale dans lesquels le parti communiste, en raison du rapport des forces internes, avait été associé aux gouvernements constitués après l'occupation allemande, de la Belgique à l'Italie. Nous nous obstinons dans cette voie bien que la synthèse bibliographique récente d'Abraham Boxhoorn nous invite à dissocier ces trois affaires et à rejeter la thèse de l'"uniformité" d'un présumé "modèle de Washington"<sup>(68)</sup>.

Quel que fût l'accord des stratégies européenne et américaine sur le terrain de l'anticommunisme, par excellence celui de la "convergence"<sup>(69)</sup> - par opposition aux multiples conflits qui les déchiraient dans les sphères militaire, allemande économique et commerciale (colonies incluses) -, c'est au minimum avec l'aide et en la compagnie des Américains que le départ des ministres communistes fut préparé. Le parfait consensus établi entre les dirigeants français et leurs alliés américains contre ces gêneurs ne dispense donc pas de s'interroger sur les rôles respectivement joués par les premiers et seconds dans la mise à l'écart des troisièmes.

Certains propos péremptaires, brandissant à l'occasion le chiffon rouge pour inciter au silence les curieux têtus, prétendent le dossier clos. Jean-Jacques Becker renvoie "certains historiens communistes" au ghetto de la thèse du PCF "que son éviction du gouvernement a été le résultat de la volonté de l'impérialisme américain" (tout comme A. Boxhoorn définit implicitement la thèse du "modèle de Washington" dans la rupture de 1947, soutenue de longue date par Joyce et Gabriel Kolko, comme non "scientifique" pour cause d'appartenance de ses auteurs à la Nouvelle Gauche (*New Left*)<sup>(70)</sup>). M. Becker invoque les arguments *a posteriori* suivants :

1° les déclarations des *dirigeants* communistes dans les mois qui suivirent leur éviction, excluant la main américaine, "à une exception près", mais sans portée par la suite ; la référence de Jacques Duclos, le 2 mai, aux pressions de "tel grand pays" réprimant ses propres syndicats et portant atteinte à la liberté d'action de la France.

Ces démarches publiques répétées ne prouvent rien en ce qui concerne notre objet d'étude. Elles reflétèrent simplement la tactique adoptée par le PCF pendant les quelques mois qui suivirent l'exclusion de ses ministres : inspirées par le taraudant souci de "ne pas casser toute la vaisselle", dans l'ère du "fair play" poursuivie jusqu'à celle du Kominform<sup>(71)</sup>, elles masquèrent soigneusement les motifs extérieurs de l'événement, au profit de l'espoir affiché du prochain retour au gouvernement. Cette volonté fut clairement perceptible dès les débats du Comité Central du 3 mai 1947, par la différence des appréciations entre la direction du Parti, étrangement muette sur la contribution de Washington à l'opération, et les responsables à niveau inférieur, tout à fait explicites. Ces derniers, tel Florimond Bonte dans *France nouvelle*, continuèrent à bénéficier sur la question, au lendemain de cette session, d'une bien plus grande liberté d'expression que leurs chefs. Et ce malgré le démenti retentissant qui fut infligé à Bonte lorsque celui-ci prêta le 25 juin 1947 à Thorez l'expression, plus que vraisemblable dans la bouche du Secrétaire général du PCF, de "piège occidental" pour définir le futur "plan Marshall"<sup>(72)</sup> ;

2° les auto-justifications répétées et convaincues d'autonomie absolue des ministres socialistes, qui jurèrent, Moch en tête dans ses *Mémoires*, n'avoir pas subi la moindre pression américaine <sup>(73)</sup>.

Protestations qui ne valent pas preuve historique contre l'irréfutable témoignage *du temps* de leur dépendance financière étroite et de leurs contacts de routine avec Caffery à l'Ambassade américaine à Paris, mentionnés plus loin. Nous persistons donc à juger encore ouvert le débat, et à penser que le conflit de Renault constitua le prétexte, *dans les conditions spécifiques de la France*, d'un processus non exclusivement français.

### 1. L'ère de la *Non Communist Left Policy* :

Du côté américain, la conjoncture des quatre premiers mois de 1947 mérite un rappel. C'est en janvier 1947 que le Département d'État porta la dernière main à sa "*NCLP (Non Communist Left Policy)*" : le "soutien économique des partis européens de gauche non-communistes" (qui avait été accordé très antérieurement, *dès la guerre*) impliquait en l'occurrence que le premier rôle fût provisoirement octroyé au "socialisme" - au sens de Parti socialiste -, considéré comme "le meilleur obstacle au communisme en Europe" <sup>(74)</sup>. L'ère de la Conférence de Moscou, du 10 mars au 24 avril, ouverte par le flamboyant discours anticommuniste et antisoviétique sur "les peuples libres" et contre "les régimes totalitaires" de Truman au Congrès, le 12 mars <sup>(75)</sup>, créa au minimum, selon l'expression d'Erwin Wall, "le climat international indispensable à la décision des socialistes" <sup>(76)</sup>.

Nous n'entrerons pas dans les détails d'une polémique qui se poursuit - illustrant la belle santé d'une interprétation si souvent jugée moribonde - sur la contribution éventuelle de Washington à l'éviction du PCF par décret de Ramadier le 4 mai 1947. Relevons cependant une certaine dose d'accord, dans les travaux récents, sur l'intérêt extrême pris par les dirigeants américains à la question de la présence communiste dans le cabinet français. Irwin Wall fait certes de Jefferson Caffery, Ambassadeur des Etats-Unis à Paris, un simple "spectateur" du conflit franco-français du printemps 1947.

Cette thèse, peu compatible avec les archives américaines publiées, les *Foreign Relations of the United States*, pour les années de poste parisien du second (1944-1949), ne le semble guère non plus avec les pages du premier qui encadrent ce postulat. Sans compter la remarque relative au début de 1948 - et pourquoi pas 1947 ? - selon laquelle "malgré ses précautions oratoires ("cela ne me regarde pas"...) l'ambassadeur était bel et bien profondément mêlé à la politique intérieure française" <sup>(77)</sup>. "Spectateur" singulier que celui qui reçut plus que jamais, dans les semaines qui précédèrent l'événement, les habitués socialistes et MRP de l'Ambassade américaine à Paris : chacun venait, avec un sens aigu de la surenchère, lui exposer comment, dans sa sphère ministérielle et ses services, Intérieur (Depreux), Armée (Revers), Production industrielle (Lacoste), Anciens Combattants (Mitterrand), etc., il s'employait à chasser à tour de bras ou "neutraliser les communistes infiltrés" <sup>(78)</sup>. C'est donc seulement au seuil de la composition du gouvernement que ces personnalités, communément obstinées à se débarrasser des réprouvés en tout lieu (en particulier dans les administrations et, on va le voir, les syndicats), auraient, par sens du sacré, arrêté leurs efforts...

Frank Costigliola, dans un ouvrage très général, mais qui décrit des Américains omniprésents sur la scène politique française, surtout depuis la négociation des accords Blum-Byrnes du 28 mai 1946 <sup>(79)</sup>, décrit ainsi la fébrilité de Marshall pendant la Conférence de Moscou : "après avoir parlé avec le Secrétaire, un journaliste rapporta qu'il "est impatient de faire une politique centrée sur la France si une coalition non-communiste est capable de prouver son aptitude à gouverner". Caffery et d'autres Américains firent comprendre au Président du Conseil socialiste Paul Ramadier que chasser le PCF du gouvernement de coalition ouvrirait la porte à des relations plus étroites avec les Etats-Unis. Ces suggestions encouragèrent les partis non-communistes sur une voie qu'ils avaient commencé à emprunter" <sup>(80)</sup>.

Caffery lui-même fixa dès le 12 mars 1947 le cadre *général* du fatal départ prochain des Ministres condamnés. La thèse soutenue à cet égard par I. Wall d'un "choix" assigné à la France par les Américains *restreint à la politique allemande* est déduite d'un long courrier du 14 mars 1947 de Teitgen à Bidault. Ce document a été emprunté à nos propres travaux - sans que l'auteur le précise clairement <sup>(81)</sup> -, mais il est cité très incomplètement, et son sens a été sur un point *falsifié* : la forte pression exercée sur la France à propos du

charbon, imputée par I. Wall à *Moscou*, est imputée par Teitgen à *Washington* ; quant au "choix" indispensable après la "bombe" du discours de Truman au Congrès, il n'est absolument pas exclusivement lié à la politique allemande : il a également valeur *intérieure*, ce qu'admet d'ailleurs la remarque de cet auteur sur "le climat international indispensable à la décision des socialistes" <sup>(82)</sup>.

A partir du problème de l'accès français au charbon allemand, Teitgen présenta en effet à Bidault, le 14 mars, le dossier en des termes dépassant singulièrement l'enjeu houiller, d'ailleurs considérable puisqu'il engageait directement les formes et le rythme de la reconstitution des forces productives du pays. La position de Marshall, écrivit au Ministre des Affaires Etrangères alors à Moscou son collègue MRP (chargé de son intérim), s'inspire du "même esprit que la déclaration de M. Truman sur la Grèce et la Turquie : si l'administration américaine estime nécessaire de s'installer fortement en Méditerranée orientale et de souligner à ce point l'intention dans laquelle elle le fait <sup>(83)</sup>, elle doit souhaiter que les pays occidentaux occupant une position dominante dans le bassin occidental de cette même mer définissent nettement leur attitude. Avant-hier, /donc le 12/ M. Caffery", en me remettant le texte de ce discours, "m'a tenu des propos en ce sens. "C'est une bombe", m'a-t-il dit. "Désormais la situation est claire. Il faut choisir". Pour nous conduire à ce choix, le Gouvernement américain dispose de deux moyens qui sont le charbon et le recrute (*sic*) de main-d'oeuvre en Allemagne".

La *politique allemande* constitua donc un *moyen* américain de pression ou de chantage pour contraindre la France à un *choix général*. Le texte, non tronqué, me paraît à cet égard dépourvu d'ambiguïté, même si sa suite développe l'aspect charbonnier et allemand de "l'affaire proposée par M. Marshall", "question" qu'il était "prématuré (...) d'évoquer expressément (...) au Conseil des Ministres" : dernière remarque transparente sur l'identité des Ministres français qui n'apprécieraient guère l'"accommodement /allemand/ avec Londres et Washington", contre Moscou, largement exposé (et conseillé) par Teitgen à Bidault <sup>(84)</sup>.

Bidault confirma d'ailleurs le caractère politique général de ce "choix", tout en le situant d'abord sur le terrain des besoins de crédits américains et des revendications allemandes de la France, dans sa conversation du 20 avril 1947, à Moscou, avec un Marshall particulièrement sûr de lui : le Secrétaire d'Etat ne devait pas s'inquiéter des "incertitudes de la France. Il est certain que notre situation nous oblige à nous montrer prudents. Quelle que soit notre prudence, je pense que nul ne peut douter du choix que ferait la France si cela était nécessaire, mais il est indispensable que ce choix ne lui soit pas imposé. Le Secrétaire d'Etat peut compter sur la France. Elle doit tout faire pour éviter la guerre civile. Je suis persuadé qu'en définitive, les hommes sages l'emporteront, ne doutez pas de nous (..) Il faut que nous avancions. Nous visons loin, plus loin même que ne l'imagine M. Marshall. Les positions prises à Moscou peuvent influencer durablement la politique française dans la mesure où mes amis et moi-même l'influencerons (...) <sup>(85)</sup>. I. Wall voit dans le silence de Caffery, à Paris, aux allusions pesantes de Teitgen sur les dispositions des "centristes" du MRP à "tenir tête aux communistes n'importe où", avec l'appui américain, la preuve que le premier "n'avait aucune aide à leur offrir" <sup>(86)</sup>. Nous interprétons autrement une attitude similaire, le silence méprisant de Marshall devant les avances politiques transparentes de Bidault. Nous y voyons plutôt le signe clair, somme toute honnête, que le consensus franco-américain sur l'éviction des gêneurs (les "hommes /pas/ sages") ne vaudrait à ses auteurs français, *également* bénéficiaires de l'opération *politique*, aucune reconnaissance ni gratification exceptionnelles en matière de ravitaillement, de question allemande en général, de charbon de la Ruhr en particulier : l'éviction du PCF, objet d'unanimité, ne changeait rien sur les questions de fond qui divisaient profondément les partenaires américain et français de l'anticommunisme.

Ajoutons que les sérieuses lacunes de la correspondance *publiée par le Département d'Etat* - ou *déclassifiée* (celle des Archives consultables à Washington) - de 1947 sont loin de prouver, bien au contraire, la passivité américaine dans le processus belgo-franco-italien du printemps 1947.

Aucune dépêche concernant la France n'est ainsi reproduite entre les 6 et 31 mars, précisément la période-clé de l'incitation au "choix" (on verra plus loin un exemple du contenu de la correspondance du temps "non publiée", largement sinon exclusivement consacrée à la croisade anticommuniste en cours <sup>(87)</sup>). Le dossier belge, marqué dans la moindre archive originale par l'omniprésence américaine, est rigoureusement *vide* dans les *FRUS* pour la si riche année 1947 <sup>(88)</sup> : ce silence assourdissant pose, par son anomalie, un

véritable problème à l'historien, et doit absolument être signalé à ses lecteurs. Abraham Boxhoorn, que cet invraisemblable vide n'alerte pas, se penche sur le dossier annexe des états d'âme des PC et PS belges décrits par la presse, les Mémoires ou mentionne les commentaires américains postérieurs au 12 mars sur le PCB, avant de conclure que cette affaire est tout simplement dépourvue de "dimension internationale" <sup>(89)</sup>.

Mais la correspondance originale du Quai d'Orsay suggère fortement la participation américaine à l'entreprise et la pertinence de la thèse du "choix" général pour tous les pays d'Europe occidentale concernés. Notamment les allègres confidences du récent Premier Ministre Spaak à l'Ambassadeur de France à Bruxelles, Brugère, le 23 avril, la veille de la clôture de la Conférence de Moscou : "l'échec de la Conférence de Moscou est un fait politique de grande importance susceptible d'avoir de lointaines et graves conséquences jusque dans la structure même intérieure des différents pays européens" ; "la formule gouvernementale expérimentée en Belgique est satisfaisante et durable" : "l'absence des communistes de son cabinet /est/ un avantage. Il lui apparaît que tôt ou tard *nous aurons en France, sous une direction socialiste analogue à la sienne, à en passer par la même expérience*" <sup>(90)</sup>. On vogue loin ici de l'incident intérieur créé par le refus communiste de cautionner la hausse de 5% du prix du charbon ; refus considéré par A. Boxhoorn comme le motif impérieux de la démission du cabinet Huysmans, le 12 mars, suivie huit jours plus tard de la formation du ministère Spaak socialiste et démocrate-chrétien <sup>(91)</sup>. I. Wall, présentant une liste incomplète des documents que nous avons cités à l'appui de notre thèse d'une pression américaine en faveur de l'éviction des communistes (procédé sélectif plus propice à l'ironie sur le "mythe d'un ordre venu de Washington" <sup>(92)</sup>), n'a pas mentionné ce court télégramme. Rien ne manque pourtant dans les confidences satisfaites de Spaak au tableau de l'étroite collaboration européo-américaine en matière politique : la personnalité même de cette personnalité politique, homme-lige, entre tous, de Washington depuis la guerre au moins, qui avait dès 1942 concédé aux Américains (entre autres) "toute la production d'uranium /du/ Congo belge" <sup>(93)</sup> ; le rapport explicitement établi entre le bilan de la Conférence de Moscou et la composition des gouvernements à l'Ouest de l'Europe, déjà conforme à Bruxelles aux espoirs placés dans la *Non Communist Left Policy* <sup>(94)</sup> ; et, une fois encore, la fonction de modèle pour une mission identique assignée aux Français de la Belgique <sup>(95)</sup> débarrassée de ses ministres communistes depuis le 12 mars, date de la "bombe" et du "il faut choisir"...

La comparaison des cas italien et français, établie par Irwin Wall, ne corrobore pas davantage son assurance sur le modeste rôle de Washington comptant les coups échangés à Paris. L'auteur conclut avec "certitude que /les/ allégations" d'entente entre de Gasperi, lors de son voyage de janvier 1947 à Washington, et les Américains, "pour éliminer les communistes du gouvernement italien (...) sont sans fondement" <sup>(96)</sup>. Mais James Edward Miller a tiré de la consultation des *FRUS* et des archives originales américaines des conclusions strictement contraires <sup>(97)</sup> : il décrit les aspects strictement *bilatéraux* de l'opération italienne, survenue quelques jours après la française (démission du cabinet Gasperi le 12 mai, formation de la nouvelle formule "homogène" le 30). Confirmant la nature générale du "choix" notifié ci-dessus par Caffery à Teitgen, J. E. Miller observe que le discours de Truman rompit immédiatement la trêve établie entre de Gasperi et la gauche : il amorça les tractations de mars-avril entre Tarchiani, Ambassadeur italien à Washington, et le Département d'Etat. Tractations qui motivèrent le rappel de l'intéressé à Rome, où il exposa clairement, le 12 avril, à son Ministre de tutelle, les termes de l'obtention d'une nouvelle "aide américaine" (un prêt de l'Export-Import Bank). Comme l'avait exposé de façon transparente un rapport du 4 avril 1947 du *State, War and Navy Coordinating Committee*, le concours financier américain serait subordonné à la formation d'"un gouvernement efficace et "homogène"". La thèse fut certes présentée, pour les besoins de la cause, sur le registre de l'indispensable "stabilisation", position purement tactique définie comme telle, quelques mois plus tard (en juillet), par les observateurs français ; mais fut aussi plus clairement mentionnée ici la fallacieuse alternative d'"empêcher un coup d'Etat ou une victoire électorale communiste" <sup>(98)</sup>.

A lire l'analyse que la France appliquait à elle-même sur la signification politique des termes de "stabilité", "stabilisation" ou "assainissement" (désormais à propos du Plan Marshall), on mesure que le thème "pas vu, pas pris" ne troubla pas la lucidité des contemporains : "Les USA (*sic*) proclament leur volonté de ne pas lier les questions de politique extérieure des états (*sic*) européens à celles touchant à l'aide économique

américaine. Ce sont là, (*sic*) des précautions oratoires indispensables. Mais en fait l'Amérique ne peut aider des états (*sic*) qui ne présentent pas de sérieuses garanties de stabilité politique. Les interlocuteurs de notre Honorable Correspondant ont pris pour point de comparaison le cas de l'Italie et de l'Export-Import Bank. Les managers de celle-ci avaient toujours demandé à M. de Gasperi des apaisements sur la situation future de l'Italie, les possibilités de grèves, etc. Les délégués de l'Export-Import Bank affirmaient - et ils étaient sincères <sup>(99)</sup> - qu'ils n'entendaient nullement influencer le cours de la politique italienne, mais qu'"ils estimaient nécessaire de s'en inquiéter". C'est là une distinction assez subtile mais qui n'en laisse pas moins apparaître qu'aide économique et programme politique sont liés. Tel est l'avis formel du Département d'Etat et il l'a bien manifesté dans l'affaire du prêt à l'Italie". Suivait un développement sur l'application de ces subtils principes à "la réalisation du Plan Marshall en Europe". Pour les Etats-Unis, "la Politique et l'Economique sont liés. Mais la notion recherchée d'une stabilité sera pour le prêteur américain la position *apparente* qu'il pourra le plus aisément soutenir" <sup>(100)</sup>.

A Paris on crut que le pouvoir du verbe américain serait plus immédiat. Les parlementaires et ministres socialistes ne partageaient au lendemain du discours de Truman au Congrès ni la thèse de la "crise" irrésistible "dont l'issue ne dépendait aucunement de ce qu'e Caffery/ pourrait faire" <sup>(101)</sup> ni celle de la "crise classique dans la vie politique" <sup>(102)</sup> : au Conseil national des 19 et 20 mars, un certain nombre d'entre eux affichèrent simultanément leur impatience et leur certitude d'une "crise ministérielle" imminente, à l'occasion du débat parlementaire entamé à la veille du discours au Congrès, et du vote des crédits militaires pour l'Indochine. Sur le dossier pesa en effet lourdement "le discours de Truman". S'il ne fut évoqué par la SFIO que dans ses réunions internes <sup>(103)</sup>, il fut mentionné publiquement par la droite classique dès le 13 mars, et par le PCF, le 18, avec des motivations naturellement inverses : le PRL Pierre André établit un lien explicite entre le discours sur la Grèce et la Turquie et l'urgence de la chute du cabinet tripartite au profit de la formation d'un nouveau gouvernement qui "gagnerait rapidement l'audience et la confiance du peuple français et des peuples étrangers dont l'aide nous est indispensable" <sup>(104)</sup> ; le communiste Jacques Duclos ironisa "sur certaine conception de la démocratie en grande mode (...) du côté d'Athènes et (...) d'Ankara" <sup>(105)</sup>. Le PCF, vivement poussé par Ramadier à trancher ("Maintenant, choisissez!") et à "repandre sa liberté" <sup>(106)</sup>, ne se sortit que très provisoirement de l'embûche : par l'acrobatie tactique de l'abstention sur les crédits octroyés à une guerre d'Indochine qu'il désapprouvait catégoriquement, complétée par la réaffirmation solennelle de la solidarité ministérielle <sup>(107)</sup>.

On ne parvint pas non plus à obtenir le départ des intrus sur un autre dossier qui alimenta les incessantes conversations entre Caffery et ses hôtes SFIO et MRP (et parfois gaullistes, avec des responsables comme Gaston Palewski) : la violente répression contre Madagascar, qui isola au sein du cabinet les ministres communistes résolument opposés à l'arrestation des députés malgaches. L'affaire donna lieu en avril à des fuites de presse, rapportées minutieusement par le curieux spectateur Caffery : savamment organisées par "certains Ministres du Cabinet, Teitgen compris", elles avaient pour but de placer les communistes "sous le jour le plus défavorable possible devant l'opinion publique française" ; les mensonges purs et simples sur les menaces communistes de "quitter le gouvernement" firent long feu, mais Caffery tenait à la mi-avril de "s/on informateur /qu'une crise ministérielle" pourrait bien surgir, peu après la reprise du Parlement prévue pour le 29 avril, "sur le statut des députés malgaches arrêtés". On ne saurait s'arrêter à sa remarque qu'"il est impossible de prédire comment la situation intérieure va évoluer" ou à la référence aux "ordres" éventuels que le PCF allait recevoir de Moscou <sup>(108)</sup> - thème banal et récurrent, véritable langage codé de ses courriers - pour considérer close la question des circonstances franco-américaines du 4 mai 1947.

## **2. Le "point de chute" social des Ministre communistes : une affaire purement intérieure ?**

La Conférence de Moscou, avec son enjeu allemand "incluant le problème de la sécurité française", ne permettait à aucun parti, Caffery l'avait admis dès le 6 mars - six jours avant que la "bombe" ne fût lancée par Truman -, d'ouvrir "une sérieuse crise politique". "Mais, *avait-il ajouté*, après la clôture de la Conférence de Moscou, la situation sera riche de possibilités, en particulier si la situation économique française continue à se dégrader" <sup>(109)</sup>

(domaine dans lequel l'Ambassadeur américain à Paris était particulièrement bien placé, on y reviendra, pour ne pas compter sur une amélioration à brève échéance).

Au contraire de ce qui se produisit à l'automne 1938 lors de la liquidation définitive du Front Populaire, ouvertement consacrée par le vote sur les accords de Munich <sup>(110)</sup>, c'est sur un terrain "intérieur" que tombèrent les Ministres communistes. Point de chute, si l'on précise les limites de l'expression, la liberté de choix, de très court terme, des intéressés, ne portant que sur les *modalités* de leur éviction. "Le salut, si l'on peut dire, leur vint des usines Renault", écrit Wall, qui postule un choix communiste, après avoir évoqué sur le débat entre modérés douillettement installés sous les lambris dorés et "durs" pressés de quitter la galère gouvernementale. Débat, ajoute cet auteur, que le PCF aurait d'ailleurs pu forger de toutes pièces "pour se donner l'air de ressembler à un parti comme les autres" <sup>(111)</sup>.

Les communistes ne démissionnèrent pas et s'en gardèrent même soigneusement. Nos ministres ne démissionneront pas, prévint Maurice Thorez le 3 mai : "nous voulons qu'ils soient obligés de nous mettre à la porte" <sup>(112)</sup>. L'eussent-ils fait, comme leurs homologues belges, sur la base des divergences présumées de leurs chefs sur l'opportunité de l'affaire, qu'ils n'auraient pas davantage maîtrisé un processus qui ne releva jamais de leur responsabilité propre, la décision de les "mettre à la porte". Savoir que le 4 mai soulagea certains communistes et unitaires pressés d'en revenir aux formes classiques de la lutte de classes <sup>(113)</sup> n'évacue pas le problème posé, celui de la collaboration étatique franco-américaine dans leur mise hors du jeu.

<sup>(114)</sup> "Renault ou pas, les ministres communistes auraient été chassés du gouvernement", indéniablement. Mais l'affaire, encore difficile sur les terrains indochinois et malgache, ne réussit pas ici par pur hasard. Les Américains et leurs alliés français bénéficièrent d'une conjoncture sur laquelle les premiers influèrent pour une part non négligeable. La contribution américaine à ce qui fut *aussi* "un complot anticommuniste" <sup>(115)</sup> réussi, au tournant d'avril-mai, nous semble mesurable au moins dans deux domaines : ceux du ravitaillement et du syndicalisme. Car si Français et Américains s'accordèrent sur l'essentiel, l'aide américaine insuffla à tout le moins aux hésitants l'audace qui leur faisait encore un peu défaut, bref, leur offrit l'étai qui leur permit d'agir avec résolution.

Le 3 avril, André Philip, un des familiers de l'Ambassade américaine à Paris, et l'un des hérauts les plus sonores, au sein de la SFIO, depuis le début de 1946, du chantage aux crédits américains contre, selon les cas, l'importance ou la présence même des ministres communistes <sup>(116)</sup>, rendit visite à Caffery. Il lui tint un discours qui suggère que son interlocuteur américain coutumier en savait au moins autant sinon plus que lui (on remarquera d'ailleurs son souci appuyé de se situer sur le terrain tracé par Truman le 12 mars) : "André Philip, Ministre de l'Economie nationale et socialiste modéré, est venu expliquer aujourd'hui que la situation politique en France était "avant tout une bataille entre les Etats-Unis et l'Union soviétique", et qu'"avant que les Socialistes ne réussissent à fiche les communistes à la porte du gouvernement" (*kick the Communists out of the Cabinet*), il faudrait que les conditions économiques en France s'améliorent sérieusement par rapport à la situation actuelle" <sup>(117)</sup>. Langue de bois ? Message plus ou moins clair d'un ministre bien informé (Philip savait mieux que tout autre qu'aucune amélioration ne se dessinait) ? Volonté d'appâter les Américains impatients en leur suggérant qu'on se débarrasserait d'autant plus tôt des communistes que Washington se montrerait plus compréhensif à l'égard des requêtes françaises, de blé et de charbon singulièrement ?

Les Américains détenaient en effet dans les premiers mois de 1947, en France comme en Italie ou en Belgique, une des clés de la conjoncture générale et de l'attitude socio-politique des populations : celle du ravitaillement quotidien des masses (et de l'industrie même, avec la question du charbon). Pouvoir reconnu avec simplicité et cynisme, début mars, par Caffery, manifestement optimiste sur les "possibilités" politiques offertes au lendemain " de la Conférence de Moscou (...), en particulier si la situation économique française continue à se dégrader" <sup>(118)</sup>. Nous ne pouvons traiter ici ni le dossier du charbon ni celui des refus répétés, malgré les bonnes paroles rituelles, de livraison du blé. Rappelons cependant que le ravitaillement *stricto sensu* - aggravé on le sait par un hiver terrible - fit l'objet des supplications du gouvernement français, discrètes mais permanentes et incontestables, avant et après le fiasco du voyage de février 1947 du Ministre socialiste français de l'Agriculture Tanguy-Prigent à Washington. Irwin Wall prend pour argent comptant l'argumentation officielle de Washington sur l'impossibilité de livrer davantage que "386 millions (*sic, pour*

386.000) de tonnes" et sur le fait que Tanguy-Prigent n'avait rien compris à ce qu'on lui promettait <sup>(119)</sup>.

Nous avons montré ailleurs que les refus de livraison, officiellement motivés à Washington par "l'effet inflationniste de nouveaux achats gouvernementaux" <sup>(120)</sup>, ne devaient rien à une impossibilité matérielle (récolte ou transports), monétaire ou commerciale : les zones privilégiées, Bizone en tête, bénéficièrent en avril de livraisons massives qui mirent Henri Bonnet, partisan résolu entre tous de l'alliance américaine, au désespoir <sup>(121)</sup>. Washington, si attentif aux répercussions socio-politiques, après la Conférence de Moscou, de "la situation économique française", enrichit singulièrement les "possibilités" dont parlait l'Ambassadeur en mars. Début avril, Caffery écrivit avec un mélange de détachement et de compréhension présumée - presque comme si Washington était étranger au dossier : "on peut s'attendre à ce que /l/es difficultés" de la France en matière de ravitaillement céréalière "augmentent considérablement au début de mai, lorsque les chargements à l'intérieur du pays cesseront complètement en raison de l'épuisement progressif des approvisionnements. Cette situation, dont la gravité n'a même pas eu d'équivalent dans les années les plus dures de l'occupation, met le Gouvernement français dans l'obligation, en dépit des graves conséquences politiques qu'une telle mesure implique, de réduire la ration de pain, à dater du 1er mai, à un niveau qui n'a jamais été atteint auparavant". Suivait une demande officielle de livraisons supplémentaires "indispensables", que Caffery sembla reprendre à son compte avant de conclure : "Le Gouvernement français a le ferme espoir que, dans ces graves circonstances, le Gouvernement des Etats-Unis aura la bonté de lui prêter son assistance effective et immédiate" <sup>(122)</sup>.

Cette dernière n'ayant pas été fournie, la ration quotidienne de pain passa en effet de 300 à 250 grammes le 1er mai, avant de chuter encore (décision ministérielle prise le 2 juin, l'annonce en étant différée jusqu'à la fin d'août par les nécessités politiques des promesses d'Eldorado de l'aide Marshall), à 200 grammes. Le Sous-Secrétaire d'Etat Clayton annonça d'ailleurs ce dernier chiffre dans le courrier fort serein du 23 avril où il motivait par les effets délétères de l'inflation américaine la fin de non-recevoir signifiée à la France <sup>(123)</sup>. Le ravitaillement compta lourdement dans les causes générales du mécontentement ouvrier dont la Régie ne constitua qu'un exemple-type.

Quant au dossier syndical, il fut géré conjointement par la SFIO, le MRP (à moindre degré pour d'évidentes raisons) et les Américains. A l'époque de notre thèse, nous avons amplement, sur la base de la documentation de la SFIO, mis l'accent sur la participation de cette dernière à la mise en oeuvre précoce (dès 1945) de la scission. Nous avons perçu, mais trop tardivement - en insistant surtout sur le tournant de 1946-1947 -, celle des Etats-Unis. Des recherches ultérieures dans les archives, et la prise en compte de l'historiographie anglo-américaine nous ont amenée à insister davantage sur cette étroite et précoce liaison des efforts franco-américains : elle se réalisa sous la houlette d'Irving Brown, représentant à Paris depuis l'automne 1945 du *Free Trade Union Committee* de l'*American Federation of Labor* (AFL) <sup>(124)</sup>, appuyé sur Bothereau, contre un Jouhaux alors très réticent à l'idée d'une scission <sup>(125)</sup>. Nous n'en retiendrons ici que les données susceptibles d'éclairer notre sujet, c'est à dire les circonstances de déclenchement du mouvement chez Renault.

La colère ouvrière décrite ci-dessus, portée au paroxysme par les pénuries alimentaires, facilita ce qui nous paraît avoir constitué un des terrains d'essai - répétés sans trêve jusqu'à la scission de l'automne - de la division ouvrière. Comment sur ce point accepter l'hypothèse même d'un Caffery spectateur ? Sur le dossier syndical, il reproduisit simplement les analyses de ses deux collaborateurs essentiels, Brown lui-même et son *alter ego*, l'attaché au Travail de l'Ambassade, Richard Eldridge. Au printemps de 1947, la collaboration entre Brown, la SFIO et les éléments regroupés derrière Bothereau avait sérieusement avancé. On a dit que Daniel Mayer avait le 20 mars incité à la prudence tactique ceux qui surestimaient les capacités de son parti à évincer les communistes alors que les GSE "ne p/ouvai/ent pas, à l'intérieur de la CGT, rendre les services qu'il faudrait attendre d'eux" <sup>(126)</sup>. Le 31 mars, dans un courrier succédant à 25 jours de non-publication, Caffery, renonça - en partie seulement - à son coutumier fantasme du péril bolchevique en France. Il manifesta un optimisme qui ne pouvait qu'être solidement fondé, compte tenu de l'action de ses concitoyens concernés et de ses étroites relations avec les personnalités politiques dirigeantes non-communistes : "sans aucun doute les socialistes aussi bien que les MRP sont sérieusement soulagés que les communistes n'aient pas quitté le gouvernement dans les circonstances actuelles car ils



craignaient que, s'ils quittaient le gouvernement, ils n'empêchent la constitution de tout gouvernement, en raison du contrôle qu'ils exercent sur la CGT, car ils pourraient la lancer dans une série de grèves à travers tout le pays.

Ce qui revient à dire que la CGT est la clé du mystère, et que, si un effort a été fait vers l'objectif d'arracher les leviers de contrôle de la CGT des mains des communistes, il reste à accomplir une tâche bien plus importante encore avant que les dirigeants syndicaux non-communistes ne soient en mesure de dominer la situation. Autrement dit, les partis non-communistes ne sont pas encore prêts à affronter le combat avec les communistes sur la CGT. Mais si je répète que beaucoup reste à faire, j'ai remarqué récemment certains signes encourageants : par exemple le courage tout à fait nouveau que nous constatons à présent au sein du syndicalisme non-communiste et aussi la tentative en cours pour organiser des groupes non-communistes pour affronter les groupes communistes qui sont actuellement bien organisés, bien disciplinés et bien financés et qui dresseront des barricades en cas de désordres ou de sérieuses difficultés syndicales. Pour résumer, il y a un an, j'étais en proie au découragement sur la possibilité d'empêcher les communistes de prendre finalement le pouvoir dans ce pays ; à présent j'en suis venu à penser qu'ils n'y prendront pas le pouvoir"<sup>(127)</sup>

Satisfaction qui saluait évidemment la conjoncture sociale houleuse évoquée plus haut et les signes croissants d'isolement des unitaires, entre les manifestations isolées du Champ-de-Mars et les désastreuses élections à la Sécurité sociale : ce que Caffery appela dans un courrier du 25 avril "les récents développements intervenus dans la région parisienne où les ouvriers et même des communistes se sont révoltés contre les dirigeants syndicaux dans quelques usines"<sup>(128)</sup>. La correspondance politique disparaît ensuite une fois de plus des *FRUS*, au profit des aspects officiellement "techniques" du dossier céréalier, et de la première tranche de 250 millions de dollars du prêt de la BIRD, qui traînait depuis un an, débloquée cinq jours après l'éviction des ministres communistes<sup>(129)</sup>.

Mais on trouve à l'occasion un écho ultérieur de la correspondance non publiée du mois de la "bombe", qui érige Caffery et ses collaborateurs de l'Ambassade en bien étranges spectateurs. Bien loin d'enregistrer passivement les plaintes et espérances de ses amis français, l'Ambassade américaine poussa sans répit les hésitants éventuels à l'action résolue. Est-ce à l'alliance entre SFIO et MRP en vue de ces élections sociales décisives du point de vue politique ou (et) à des manoeuvres plus générales que le second Secrétaire de Caffery, MacArthur, fit allusion dans un courrier du 26 mars ? "Non publiée", cette dépêche fut mentionnée le 10 octobre suivant comme une étape importante dans l'évaluation américaine de la possibilité politique d'"exclu/re l/es communistes du gouvernement" (précisons que le "nous" du diplomate désigne les responsables de l'Ambassade américaine à Paris). "Compte tenu des développements à la fois internationaux et intérieurs intervenus en France à l'occasion des deux derniers mois, il nous semble qu'est venu le moment où un examen de la situation politique française à la lumière des possibilités à venir peut s'avérer utile. Vous vous rappellerez que selon ma lettre du 26 mars nous nous sommes trouvés encouragés par des indications que les dirigeants anticommunistes de la gauche et du centre commençaient enfin à montrer des signes de vitalité et de cohésion"<sup>(130)</sup>. Mais nous nous sommes bien rendu compte qu'il faudrait beaucoup d'efforts aux dirigeants démocratiques en France pour gagner la bataille contre le communisme, et entre autres nous avons pensé qu'il fallait trouver un chef disposant d'un prestige et d'une autorité considérables pour former la coalition forte et efficace des forces démocratiques de la gauche, du centre et de la droite modérée que nous jugeons nécessaire. Notre jugement sur les signes encourageants révélés par la psychologie et l'attitude des dirigeants politiques anticommunistes a été en partie justifié par l'exclusion des communistes du gouvernement réalisée pour la première fois depuis la Libération, par la direction de droite du parti socialiste avec le soutien des forces politiques du centre et de la droite modérée. Un tel événement avait été considéré comme politiquement impossible ne serait-ce que deux ou trois mois auparavant"<sup>(131)</sup> (remarques qui ne concordent guère avec la thèse soutenue par A. Boxhoorn du hasard chronologique de la chute belgo-franco-italienne des ministres communistes<sup>132</sup>).

Caffery était d'autant mieux informé sur "les groupes non-communistes /organisés/ pour affronter les groupes communistes" évoqués par son allègre télégramme du 31 mars que son familier Irving Brown travaillait en étroite collaboration avec eux. Il les subventionnait aussi, grâce aux largesses de l'Etat américain plus que sur les chiches fonds de "solidarité

internationale" de sa centrale syndicale<sup>(133)</sup>. On perçoit l'importance de cette période par une remarque de Roy Godson relative aux financements "officiels" (les fonds "syndicaux" du *Free Trade Union Committee* de l'AFL par contraste avec ceux, secrets, octroyés par l'Administration de Washington) affectés entre le début de janvier 1946 et la fin de 1947 aux "groupes" de FO : "l'argent était utilisé pour financer les frais de déplacement des organisateurs, la publication des journaux et tracts anti-CGT et les campagnes des candidats de FO aux élections de délégués et aux élections à la Sécurité Sociale"<sup>(134)</sup>. C'est dire si la portée du résultat obtenu, le 24 avril, par les effets conjoints de la sinistre conjoncture, du découragement ouvrier et d'une efficace propagande anti-unitaire, n'échappa pas aux alliés des deux pays attachés à "arracher les leviers de contrôle de la CGT des mains des communistes"<sup>(135)</sup>.

### 3. Questions sur les conditions du déclenchement de la grève :

Reste enfin à s'interroger sur l'articulation entre ces incontournables données globales et le dossier de Boulogne-Billancourt. Sans qu'on puisse en l'espèce dissocier l'apport spécifique des Français et des Américains, certaines données disparates mais convergentes soulèvent des questions. Si le succès du mouvement de Renault s'explique par la conjoncture générale, intérieure et extérieure, ses préparatifs et son organisation ne nous semblent pas relever exclusivement de l'exaspération gauchiste de masses à bout de patience.

Outre que tous les auteurs, à des degrés divers, admettent que les organisateurs de la grève combattaient les unitaires de la CGT-Renault, P. Fallachon a relevé un certain nombre d'éléments troublants. Ceux-ci incitent à poser le problème d'éventuelles responsabilités ou interventions non exclusivement ouvrières dans la phase précédant le conflit puis dans son déroulement : la préparation extrêmement minutieuse de la grève, surprenante pour ces mouvements gauchistes jusqu'alors émiétés et extrêmement faibles ; le fait qu'"au soir du vendredi 25 avril, le mouvement ne /se soit/ pratiquement pas étendu", ce qui empêche d'en faire une sorte de brutal incendie spontané ; le ralliement brutal de la CFTC à des mots d'ordre contradictoires avec sa ligne, "les syndicalistes chrétiens /ayant/ forcé la main à leur direction nationale" (hypothèse incompatible avec l'enthousiasme inédit de la presse du MRP pour les premières journées de grève et leur objectif revendicatif) ; le contraste entre la flambée de Renault et l'incapacité du "comité de grève" de l'usine à l'étendre dans la métallurgie parisienne, alors que "la situation /y était/ la même que chez Renault" : seulement parce que "l'initiative a/vait/ changé de camp", comme P. Fallachon le supposait ? ; ou parce que l'extension du mouvement ne présentait plus aucun intérêt, son objectif politique une fois atteint ? ; l'absence insolite de la SFIO, que P. Fallachon pensait ressurgie du néant en juin, mais qui se manifesta dans les premiers jours de mai, en prenant soin de condamner ce que l'ensemble de la presse socialiste venait, comme celle du MRP, de célébrer pendant quelques jours, les "revendications ouvrières" ; sans oublier la rapide conversion "réactionnaire" de Pierre Bois, champion de la grève au département 6, dont le mouvement (l'Union communiste) avait été doté de moyens d'organisation et de propagande nouveaux depuis la mi-février : fondateur du squelettique et fugace "Syndicat démocratique Renault" (juin 1947-1950), lié au "syndicat autonome des PTT", le gauchiste débridé d'avril 1947 avait créé une "organisation qui, en 1947, /était/ toujours à la pointe des luttes et prête à déborder la CGT sur sa gauche, /mais qui/ à partir de 1948 se trouva/ait/ hostile à pratiquement tous les mouvements de grève qui se déclenchent à la Régie"<sup>(136)</sup>.

On attend avec impatience l'ouverture des fonds de police pour pouvoir répondre avec précision aux questions implicites ou explicites de P. Fallachon. On peut cependant émettre quelques hypothèses. On peut tenir pour acquise l'ignorance ou la naïveté de certains instigateurs du mouvement aveuglés par l'impatience et la colère, ou par l'occasion enfin offerte de faire pièce à de vieux adversaires politiques. On imagine mal cependant que le dossier Renault ait été totalement dépourvu de liens avec les "groupes non-communistes" voués à la lutte contre "les groupes communistes", notamment en "région parisienne", qui fondaient l'optimisme de Caffery entre fin mars et fin avril. Le gauchisme échevelé ne fit pas obstacle à cette collaboration du printemps 1947, bien au contraire : Irving Brown, qui avait secondé les efforts anti-unitaires du groupe *Force ouvrière* dès sa naissance officielle (en décembre 1945), était un ancien gauchiste passionnément engagé dans le combat contre le PC américain et animateur du très combatif Syndicat UAW-CIO de l'Automobile<sup>(137)</sup> dans les années trente<sup>(138)</sup>. Cet ancien homme de masse passé pendant la guerre au service de l'Etat

américain avait dès son arrivée en France à l'automne 1945 approuvé et encouragé les éléments de la SFIO les plus résolus, quelle que fût leur tendance au sein du parti, à "combattre le communisme par la gauche" <sup>(139)</sup>. On ne sait si l'un des alliés avait repris l'initiative de l'autre, mais la tactique (qu'on balayerait, la tâche achevée, au profit du plus grand apaisement revendicatif) avait été jugée particulièrement opportune. Brown avait en toute lucidité exposé à la fin de 1945 les avantages conjoncturels d'une ligne hardiment revendicative : elle mobiliserait infiniment mieux que la traditionnelle modération des confédérés les travailleurs irrités par les corollaires du rigoureux "mot d'ordre "produire, toujours produire"", "le travail aux pièces et l'intensification du travail" d'une part, l'acceptation officielle du blocage gouvernemental des salaires, d'autre part, dont la double responsabilité pèserait désormais sur le Ministre communiste du Travail, Ambroise Croizat <sup>(140)</sup>. Par ailleurs, le "syndicat autonome des PTT" fut avec les chemins de fer un des fiefs de la contre-offensive conjointe Confédérés-délégué du *Free Trade Union Committee* contre l'hégémonie unitaire dans la CGT <sup>(141)</sup>.

L'abstention à la Régie d'une SFIO vouée presque tout entière en cette année 1947 à la reconquête de la CGT, et venant, via Blum, Philip, et autres dirigeants, entretenir quotidiennement Caffery de sa croisade, est inconcevable. Le parti, comme évaporé, avait donc résolu de se retrancher derrière les instigateurs de la grève. Tout comme *FO* avait un an auparavant, lors du Congrès confédéral d'avril 1946, fait sienne "la brillante intervention de notre camarade Vallière(...) une des plus remarquables prises de position effectuées depuis le début du Congrès" : philippique en effet particulièrement argumentée contre la trahison unitaire des intérêts de la classe ouvrière sur l'autel de la patrie et de la "Bataille de la Production" <sup>(142)</sup>. Un élément des tracts du "Comité de grève" nous paraît confirmer la contribution explicite de militants socialistes à leur rédaction : la condamnation catégorique de la "politique de taxation et de subventions sur les denrées (...) absolument indispensables (...) qui entraîne la spéculation et le marché noir" <sup>(143)</sup>. Ce credo surprenant n'appartenait guère au patrimoine idéologique de l'extrême-gauche. Mais au tournant de 1946-1947, il enthousiasma une direction de la SFIO fort sensible au *veto* que le patronat, les Finances, sans oublier Washington en quête fébrile d'"assainissement", avaient prononcé contre cette protection des humbles jugée d'un autre âge <sup>(144)</sup>.

Sur les circonstances de la "provocation", ou du "complot de grande envergure" <sup>(145)</sup> et le recrutement d'agents au rôle fort louche, la CGT posa enfin, et de plus en plus précisément vers la fin du conflit, des questions dont la correspondance administrative de l'époque fonde la pertinence. On a vu plus haut que la documentation destinée aux militants avait dès la fin d'avril réservé une large part aux questions sur les "provocateurs" et au combat contre eux. "Toute la lumière doit être faite

sur les conditions d'embauche des perturbateurs", exigea un tract CGT du 16 mai 1947. Le dossier offrit en effet l'occasion de relancer <sup>(146)</sup> la revendication du "contrôle de l'embauchage qu'e la Section syndicale réclame/ait/ depuis longtemps" <sup>(147)</sup>. La Section syndicale n'inventa pas pour les besoins de la cause - sa documentation interne l'atteste <sup>(148)</sup> - le personnage "démasqué/" le 29 avril par les "camarades de l'atelier 230 (AOC)" : "ancien membre de la LVF, porteur d'un revolver (*sic*) chargé, le nommé Salvade Jacques" <sup>(149)</sup>.

Le tract du 14 mai 1947 contenait la minutieuse biographie d'un ancien policier chargé de la répression pendant l'occupation, engagé par la Régie dès l'été 1945 pour surveiller le personnel : "est-il vrai que le sous-chef de surveillance, chargé des enquêtes à domicile, est un certain Monsieur Emond Henri, ex-gardien de la Paix à la Préfecture de Police depuis le 1er Octobre 1942, qui prit part à l'arrestation d'un patriote poursuivi, évadé de l'hôpital. En récompense et à titre exceptionnel, il fut proposé inspecteur stagiaire le 16 Avril 1943. Il écrit alors à Rotée (fusillé pour trahison), chef de la brigade spéciale n° 2, en lui demandant d'être affecté à cette brigade. Dans cette brigade, Emond opérait avec Boutton, condamné aux travaux forcés. Son dossier mentionne 30 arrestations, dont 13 sont certifiées. Après sa confrontation en Cour de Justice, il fut rétrogradé à la place de gardien. Ambitieux, ce poste ne lui convient plus et il démissionne. Coïncidence! Il est embauché à la Régie le lendemain 1er Août 1945 (...) " <sup>(150)</sup>. Le tract du 19 mai 1947 versa "de nouvelles pièces au dossier", dénonçant un certain nombre d'agents, tel René Jouan, membre de la Police "depuis Août (*sic*) 1941, licencié de la Police le 16 Janvier (*sic*) 1946, embauché quelques jours après à la Régie, et "si "actif", depuis le début du conflit, pour arrêter les moteurs aux ateliers 43 et 309" ; et il stigmatisa des pratiques propices aux "provocations" : "est-ce par pure coïncidence que

plusieurs nouveaux embauchés des Départements 6 et 18 se sont signalés parmi les plus virulents dans les attaques contre la CGT ? Pourquoi deux d'entre eux ont-ils quitté l'usine dès la fin du conflit ? (...) Même méthode que chez Rateau, à La Courneuve, il y a quelques mois, où il fut prouvé que huit jours avant la grève dirigée au début contre la Section Syndicale CGT, de nouveaux embauchés avaient joué un rôle "actif" et ont disparu aussitôt après" <sup>(151)</sup>.

La méthode fut en effet couramment pratiquée à l'époque où la CGT prônait l'effort ouvrier au service d'une reconstruction aussi nationale que possible et s'opposait aux grèves. Au second semestre de 1946, l'arrêt de travail, étroitement concerté entre les "groupes" FO et certains Ministères, s'était strictement cantonné aux secteurs professionnels et régions où les confédérés disposaient des forces nécessaires pour harceler leurs adversaires unitaires <sup>(152)</sup>. A la veille des élections législatives de novembre 1946, le Préfet du Pas-de-Calais (département-bastion des déchirements entre socialistes et communistes) avait, avec la discrétion convenue mais clairement, présenté comme en rapport évident avec certains services spécialisés du Ministère de l'Intérieur des individus instigateurs de mouvements fugaces. Ces curieux ouvriers, qui avaient été embauchés juste avant le déclenchement des grèves, se montraient prompts ensuite à quitter l'atelier qu'ils avaient tenté de mettre en ébullition. Une grève du personnel EDF-GDF, surgie le 6 novembre, avait été aussitôt stoppée par l'argument (cégétiste) qu'elle risquait de se transformer en conflit national. Le mouvement avait "été déclenché par des ouvriers récemment arrivés et (...) décidés à quitter les lieux en cas d'insuccès". Le Préfet (informé précisément ?) avait relié explicitement cette tactique au conflit entre les deux tendances de la CGT : il s'agissait de "mouvements spontanés, seulement en apparence mais dont il serait intéressant de déceler la véritable origine" ; on percevait bien là le "risque /d/une véritable surenchère entre les différentes tendances du mouvement syndical" <sup>(153)</sup>.

Sans éprouver un appétit morbide pour la cuisine des "provocations" policières, on aimerait approfondir cette petite partie du vaste dossier de la scission syndicale : ne pas céder à l'histoire-complot ne signifie pas renoncer à étudier l'articulation entre les "complots" et leur issue, laquelle dépend de données autrement plus larges que les plans minutieux concoctés par les conjurés.

Au tournant d'avril-mai 1947, la grève de la Régie Renault se déploya sur la base d'un profond mécontentement social suscité par la baisse du pouvoir d'achat et brusquement avivé par les carences aiguës de l'approvisionnement alimentaire. L'épisode représenta un moment majeur du "tournant" qui allait rendre les confédérés à l'ancienne "politique de présence" chère à Jouhaux <sup>(154)</sup>, et les unitaires, après les novations de la "Bataille de la Production", à leurs traditions de lutte sociale. Et qui allait permettre à leurs adversaires de "diaboliser" durablement des forces communistes désormais réduites à la *défensive*. Américains et Français alliés contre elles furent très clairs sur ce point. Caffery, dans son rapport du 31 mars 1947, avait laissé aux assaillis la seule perspective de combattre, certes chèrement, la division syndicale joliment baptisée "oeuvre d'organisation des vraies forces démocratiques" : sa mise en place définitive serait une tâche "longue et difficile ; et sans aucun doute les communistes, s'ils ne prennent pas le pouvoir, se battront durement pour tenter de maintenir dans la faiblesse et la division" l'organisation en question <sup>(155)</sup>. Plus explicite encore sur les avantages politiques tirés par "la Troisième Force" de la réduction du PCF au rôle de repoussoir, Ramadier, en décembre 1947, après un développement sur les impératifs de la répression anticommuniste de novembre, avoua sans détours : "(...) si les communistes marquent un répit ou retrouvent une noix de miel, tout ce qui a été acquis est compromis" <sup>(156)</sup>.

Car la tempête née d'une conjoncture où se mêlaient indissolublement les facteurs internes et externes fut aussi déclenchée à la Régie *de l'extérieur*, dans la période où dirigeants français et américains cherchaient fébrilement le meilleur "point de chute" des communistes. Affaibli par le fallacieux accord sur la Sarre, mais demeuré solide sur un terrain allemand peu propice aux capitulations définitives, le PCF subit un sérieux revers avec les élections à la Sécurité sociale, immédiatement enregistré par ceux qui avaient compté parmi ses auteurs. Ce n'est pas fondamentalement le "choix" des condamnés qui explique les circonstances de leur chute ministérielle : c'est avant tout la perception par leurs adversaires que, selon l'expression de Caffery, "la CGT /était/ la clé du mystère", un critère majeur du *choix immédiat* à la fois prescrit et rendu possible par Washington ; les emprunteurs français y souscrivirent d'autant plus volontiers que les Américains les aidaient en l'occurrence à réaliser

un de *leurs propres* objectifs (par opposition aux terrains économique, colonial et allemand, sur lequel les alliés-adversaires continuèrent à s'affronter une fois l'ennemi écarté de la coalition gouvernementale). Le printemps de 1947 ouvrit en terre *ouvrière*, dans une entreprise au plus haut point symbolique, la brèche que le flot des grèves défensives de l'automne allait transformer en cassure syndicale définitive : caution la plus sûre des "sacrifices" ouvriers de la Reconstruction jugés également indispensables par les décideurs de Paris et de Washington.

## NOTES

<sup>1</sup>. *Le Mouvement Social*, octobre-décembre 1972, p. 111-142, article issu d'une maîtrise, "Un exemple des luttes ouvrières sous la IV<sup>e</sup> République : la Régie Renault en 1947", Nanterre, 1970.

<sup>2</sup>. Philippe Fallachon, "Les grèves de la Régie...", *art. cit.*, p. 112-113, 119-122 et 126-127. La thèse de l'infériorité du "salaire moyen chez Renault" par rapport "à la moyenne parisienne" repose sur des bases documentaires non corroborées par la documentation sur les Métaux consultée pour notre thèse, p. 116-119. Marie-Renée Courty-Valentin parle aussi de "personnel de la Régie (...) mal payé, en raison du poids spécifique des OS et OM", "Les grèves de 1947 en France. Recherche centrée sur le secteur public et nationalisé", Thèse de troisième cycle, Paris I, 1981, ex. dactyl., p. 207.

<sup>3</sup>. Philippe Fallachon, "Les grèves de la Régie...", *art. cit.*, p. 114. Sur l'ère du consensus, Anne-Sophie Perriaux, "La création du Comité d'établissement de Renault-Billancourt 1945-1952", maîtrise, Paris I, 1982-1983, 295 p. (qui ne comporte presque rien sur avril-mai 1947 hormis une allusion au changement de ton du bulletin du CE, publié depuis mai 1946, *L'accélérateur*, p. 99) ; Frédérique Bizot, "Le consensus social 1945-1947", *De Renault Frères constructeurs d'automobiles à Renault Régie Nationale*, t. 6, n° 34-35, décembre 1987, p. 174-184 ; Edmond Le Garrec (Directeur du Personnel du 1er février 1945 à janvier 1949), "37 années aux usines Renault", *De Renault Frères constructeurs d'automobiles à Renault Régie Nationale*, bulletin de la section d'histoire des usines Renault, t. 2, n° 9, décembre 1974, p. 74-89 (p. 85-86 sur le "coup de tonnerre" d'avril 1947).

<sup>4</sup>. Le n° 1 de *Lutte ouvrière*, bulletin du GSE, daté de mai, contient les résultats du "vote (...) favorable à la grève" (du 2 mai), Archives de la fédération CGT des Métaux (plus loin, AM).

<sup>5</sup>. Philippe Fallachon, "Les grèves de la Régie...", *art. cit.*, p. 113 sq., et 119-132.

<sup>6</sup>. Titre d'un ouvrage de Jacques Frémontier, Paris, Fayard, 1971. Voir aussi Gilbert Hatry, "Chronologie 1947", *De Renault Frères constructeurs d'automobiles à Renault Régie Nationale*, t. 6, n° 34-35, décembre 1987, p. 192-195 (192-193 sur avril-mai), et Fernand Picard, *L'épopée de Renault*, Paris, Albin Michel, 1976, p. 298-299.

<sup>7</sup>. Philippe Fallachon, "Les grèves de la Régie...", *art. cit.*, p. 120-121 ; Marie-Renée Courty-Valentin, "Les grèves de 1947...", *op. cit.* Ces grèves n'ont pas été recensées par la *Revue française du travail*, n° 15-16, juin-juillet 1947, sur les conflits du travail au premier trimestre de 1947. Voir Annie Lacroix-Riz, "CGT et revendications ouvrières face à l'Etat, de la Libération aux débuts du Plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947). Deux stratégies de la Reconstruction", 4 vol. dactyl., (texte, vol. 1 et 2 ; notes, vol. 3 et 4 ; index). Thèse de Doctorat d'Etat, Paris I, 1981, vol. 2, p. 726-727, vol. 4, p. 578-579.

<sup>8</sup>. "Les grèves de la Régie...", *art. cit.*, p. 114-115.

<sup>9</sup>. "Les grèves de 1947...", p. 207.

<sup>10</sup>. Mot d'ordre de Frachon et de Thorez, de la CGT et du PCF, dans la campagne constitutionnelle du printemps 1946, avant la grande déception des 5 mai et 2 juin, Annie Lacroix-Riz, *La CGT de la Libération à la scission (1944-1947)*, Paris, Editions Sociales, 1983, p. 112-116.

<sup>11</sup>. Tract du Comité de grève, sd, édité entre le 26 et le 28 avril 1947, AM. En italique dans le texte.

<sup>12</sup>. Philippe Fallachon, "Les grèves de la Régie...", *art. cit.*, p. 125, à partir du témoignage d'A. Tiano, "L'action des syndicats ouvriers de la RNUR 1945-1955", *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, Paris, 1956.

<sup>13</sup>. Tract CGT, sd, mais d'avril, AM. Sur l'"organisation du travail" pendant la "Bataille de la Production", "CGT et revendications ouvrières...", chap. III et IV.

<sup>14</sup>. Tract CGT, 29 avril 1947, souligné dans le texte, AM.

<sup>15</sup>. Qui venait de lancer, par son discours de Strasbourg, le 7 avril, le Rassemblement du Peuple français (RPF).

<sup>16</sup>. Tract CGT "au personnel de la Régie", sd, édité entre le 26 et le 28 avril 1947, AM.

- 
17. Philippe Fallachon, "Les grèves de la Régie...", *art. cit.*, p. 114.
18. *L'Aube*, *Le Populaire* du 29 avril, *L'Aurore*, *Le Pays* du 30 avril.
19. Tract CGT du 29 avril 1947, AM.
20. Rapport sd (postérieur à la grève) sur "la grève de chez Renault et l'action revendicative" de la 12<sup>e</sup> Région, Seine, AM.
21. Qui signale par ailleurs que "la direction promet de recevoir le soir même /du 29/ le comité de grève, mais la CGT obtient qu'elle renonce à son projet", "Les grèves de 1947...", p. 209.
22. Tract du 29 avril 1947, AM.
23. *L'Humanité* du 30 avril 1947.
24. Rapport sd sur "la grève de chez Renault..." de la 12<sup>e</sup> Région, Seine.
25. "Consignes à passer pour ce matin 30", ronéoté, 2 p. AM, texte cité selon le *texte original* (nous n'avons pas fait suivre les majuscules superfétatoires de (*sic*)). Nous reviendrons plus loin sur la hantise des "provocations".
26. Texte ronéoté, "Bureau exécutif à 8 heures", sd, classé avec la correspondance du 30 avril, AM, qui insistait pareillement sur le lien entre organisation et ensemble des ouvriers et demandait d'"afficher la revue de la presse". Souci d'élargissement manifesté dans les grèves isolées de l'automne 1947, "CGT et revendications ouvrières...", chap. XVII.
27. "Consignes à passer pour ce matin 30", AM.
28. "Les grèves de la Régie...", *art. cit.*, p. 128.
29. "Les grèves de 1947...", p. 209.
30. Communiqué de la section syndicale, 2 mai 1947, AM.
31. Presse du 3 mai 1947, notamment *L'Aube*.
32. Editorial du 3 mai 1947, largement cité, "CGT et revendications ouvrières...", vol. 2, p. 742-743.
33. Jour du "tournant" du *Populaire*.
34. N° 1 de *Lutte ouvrière*, bulletin du GSE, et tract FO ("la minorité syndicale CGT Renault s'adresse aux travailleurs de la Régie"), sd, relatifs à la situation du 2 mai, AM.
35. Marie-Renée Courty-Valentin, "Les grèves de 1947...", p. 210.
36. Tract CGT du 16 mai 1947, AM.
37. "Les grèves de la Régie...", *art. cit.*, p. 125-126.
38. Compte rendu du Congrès des 12-16 mars 1946, p. 41, AM.
39. Sur toutes ces allusions (et ce qui suit), *La CGT de la Libération à la scission...*, chap. 2-3 ; "CGT et revendications ouvrières...", chap. I à VI ; résumé, Annie Lacroix-Riz, "Un ministre communiste face au problème des salaires : l'action d'Ambroise Croizat de novembre 1945 à mai 1947", *Le Mouvement Social*, avril-juin 1983 (p. 3-44), p. 36-42 ; sur Marcel Paul, Darryl Holter, *The battle for coal. Miners and the politics of nationalization in France, 1944-1950*, De Kalb, Northern Illinois University Press, 1992 /tiré de son PhD, "Miners against the State : French Miners and the Nationalization of the Coalmining 1944-1949", thèse de PhD, University of Wisconsin, Madison, 1980) et Robert Frost, *Alternating currents. Nationalized power in France 1946-1970*, Ithaca, Cornell University Press, 1991 ; sur Tillon, H. Chapman, "Les ouvriers, le communisme et l'Etat : les politiques de reconstruction d'après-guerre dans l'industrie aéronautique 1944-1950", *Le Mouvement Social*, décembre 1988, p. 65-96.
40. *JO des Débats (JOD)* des 26 et 27 septembre 1946.
41. L'affaire divisa les confédérés, majoritaires chez les fonctionnaires, et manifestement ravis, au moins pour certains d'entre eux, de leur Statut (notamment Neumeyer, *FO*, 6 mars 1947, p. 3), et la SFIO, hostile à une disposition peu favorable à l'austérité des salaires, voir n. suiv.
42. La SFIO fut évidemment contrainte par la nature de son électorat à voter un texte qualifié d'"imparfait et empreint d'un esprit totalitaire", dont elle promit de réviser au plus tôt "certaines dispositions essentielles" (Christian Pineau, *JOD* du 6 octobre 1946, p. 4703).
43. Compte rendu du Conseil National (CN) de la SFIO des 3-4 décembre 1946, Archives du Secrétariat du Parti Socialiste (plus loin, ASPS) (et "CGT et revendications ouvrières...", vol. 2, p. 645-652).
44. *JOD* du 18 décembre 1946, séance du 17, p. 107-108 (et "CGT et revendications ouvrières...", vol. 2, p. 654 sq.).
45. Annie Lacroix-Riz, "Du bon usage de la "politique de la Gauche non communiste"", *cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes (chirm)*, n° 30, 1987, p. 90 ; *Le choix de Marianne : les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Editions Sociales, 1986, p. 92-93 et 99 ; "CGT et revendications ouvrières...", vol. 2, chap. IX et X, et *La CGT de la Libération à la scission...*, 199-204.
46. *Les Echos*, éditorial du 8 janvier 1947.

<sup>47</sup>. Discours radiodiffusé du 3 janvier 1947 de Daniel Mayer, Ministre du Travail dans le cabinet Blum, *Le Populaire*, 4 janvier 1947.

<sup>48</sup>. *Force Ouvrière*, n° 55, 9 janvier 1947, p. 6-7, et tout le numéro.

<sup>49</sup>. Capocci, *Force Ouvrière*, n° 56, 16 janvier 1947, p. 2.

<sup>50</sup>. *Sondages* n° 33, 15 février 1947, question n° 132 sur la baisse des prix, p. 491-493. Sur cette campagne depuis le second semestre de 1946, *La CGT de la Libération à la scission...*, chap. 4.

<sup>51</sup>. Résolutions Le Brun et Fréour, compte rendu du CCN des 14-15 janvier 1947, Archives confédérales (plus loin, AC).

<sup>52</sup>. Tel Vallière, du SNI, dont la valorisation bruyante, à l'époque du Congrès confédéral (avril 1946), correspondit à la phase tactique "gauchiste" de la campagne contre les unitaires, *La CGT de la Libération à la scission...*, p. 100-106. Sur la contribution d'Irving Brown à cette ligne, cf. *infra*.

<sup>53</sup>. Intervention au CC du PCF, 18 janvier 1947, Archives de l'Institut de recherches marxistes (plus loin, AIRM).

<sup>54</sup>. Compte rendu du CCN des 14-15 janvier 1947, AC.

<sup>55</sup>. Nombreuses interventions sur ce thème, compte rendu du CC du PCF, 18 janvier 1947.

<sup>56</sup>. Note pour le Ministre, Paris, 27 février 1947, signalée d'extrême urgence et importance "pour le Conseil du 4 mars 1947", F60 672, documentation en vue de Budget de 1947, Archives nationales (plus loin, AN).

<sup>57</sup>. Séance du 28 mars, *JOD*, 29 mars 1947, p. 1276-1277.

<sup>58</sup>. Lettre de Ramadier à Croizat, Paris, 19 février 1947, TR 13931, Salaires, 1940-1950, AN.

<sup>59</sup>. Descriptif depuis la fin de 1946, *La CGT de la Libération à la scission...*, p. 193-217.

<sup>60</sup>. Copie d'une lettre de Tanguy-Prigent, Ministre de l'Agriculture, à son homologue américain, Anderson, 18 février 1947, B 12-6, Rapports économiques franco-américains, 1947 (vol. consulté avant classement définitif), Archives du Ministère des Affaires Etrangères (plus loin MAE). Aspects américains du dossier *infra*. Voir aussi "CGT et revendications ouvrières...", vol. 4, p. 821-826.

<sup>61</sup>. Compte rendu du CC du 3 mai 1947, AIRM.

<sup>62</sup>. *Le Peuple*, 22 mars 1947, p. 1.

<sup>63</sup>. Ambroise Croizat, *Les cahiers du communisme*, n° 6, juin 1947, "Dans la Sécurité sociale. Bilan et enseignement des élections". Argumentation sur l'accord FO-CFTC, "CGT et revendications ouvrières...", vol. 4, n. 87, p. 576-577.

<sup>64</sup>. Sur le "mythe sarrois" (la France rentrait de la Conférence de Moscou les mains vides de l'"accord" prétendu avec les Anglo-Américains, mais elle chargea sa presse de gloser sur ce miracle et sur une rupture avec Staline dont la correspondance du Quai innocent l'URSS), Annie Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne...*, p. 111-120, et, "La censure, la presse et la politique extérieure française au XX<sup>e</sup> siècle : la définition des amis et des ennemis", colloque du Centre d'histoire culturelle de l'Europe de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, *La censure en France à l'âge de la démocratie*, Bourges, 11-13 mars 1994, à paraître.

<sup>65</sup>. Compte rendu du CN de la SFIO des 19-20 mars 1947, p. 370-371, ASPS. La documentation environnante atteste que la SFIO ne caressait aucune illusion, résultats électoraux aidant, sur sa capacité à réaliser une formule "socialiste homogène" - utile badigeonnage de gauche, cependant, de l'éviction des communistes.

<sup>66</sup>. "Les grèves de 1947...", p. 211-213.

<sup>67</sup>. Sur la présentation *officielle* du dossier de l'éviction des communistes du gouvernement, voir Vincent Auriol, *Journal du Septennat 1947-1954*, Paris, Armand Colin, 1970, t. I, 1947, p. 204-218 : son contenu, *confronté aux archives*, du Quai d'Orsay notamment, dont le Président a eu communication, confirme le plus souvent le *strict objectif de publication*.

<sup>68</sup>. Vision très traditionnelle du "modèle intérieur" (*domestic model*) prédominant dans son ouvrage, *The Cold War and the Rift in the Governments of National Unity. Belgium, France, Italy. A comparison*, Amsterdamse historische Reeks 25, Université d'Amsterdam, 1993. Appuyé sur une bibliographie très diversifiée où l'imprimé reçoit le même statut que l'archive, il met l'accent au moins autant sur le rôle de Moscou que sur celui de Washington ("modèle de Moscou" ou "modèle de Washington"), tous deux étant finalement présentés comme secondaires. L'auteur exclut Washington de l'opération belge, au profit de l'examen de la responsabilité du PC belge dans la crise politique de mars, interprétation que les rodomontades de Spaak, notamment (citées *infra*), rendent peu vraisemblable. La bibliographie très largement consacrée au "communisme", fort intéressante sur l'état d'esprit des plaignants, ne saurait dispenser de l'examen des pratiques des gouvernants non-communistes et de leurs amis américains : la solution nous paraît se trouver davantage dans les archives relatives aux relations américano-européennes que dans les fonds concernant les Soviétiques et leurs amis politiques, la presse ou les Mémoires.

<sup>69</sup>. Sur cette notion entendue surtout en son sens économique, Michel Margairaz, notamment "Autour des accords Blum-Byrnes : Jean Monnet entre le consensus national et le consensus atlantique", *Histoire, Economie et Société*, 3/1982, p. 439-470, et *L'Etat, les Finances et l'Economie en France (1932-1952). Histoire d'une conversion*, Paris, Imprimerie Nationale, 1991, 2 vol., chap. XXV à XXXV.

<sup>70</sup>. A. Boxhoorn définit ces deux pionniers par leurs sympathies politiques. Mais leurs conclusions (*The Limits of Power. The World and United States Foreign Policy 1945-1954*, New York, 1972) convergent, observe-t-il, avec celles résultant de l'"interprétation scientifique" (*scholarly interpretation*) de William O. McCagg (*Stalin embattled, 1943-1948*, Detroit, 1987) : l'"interprétation scientifique" américaine se définit-elle en fonction de l'appartenance ou non à la Nouvelle Gauche ?

<sup>71</sup>. Respectivement Thorez et Duclos, compte rendu des CC du 3 mai et des 29 et 30 octobre 1947, AIRM.

<sup>72</sup>. *La CGT de la Libération à la scission...*, chap. 5 et 6 ; "CGT et revendications ouvrières...", chap. XI à XV, notamment vol. 2, p. 964-972.

<sup>73</sup>. Jean-Jacques Becker, "Ramadier et l'année 1947", *Paul Ramadier : la République et le socialisme*, Bruxelles, Complexe, 1990, p. 221-237, qui cite comme exemple de cette thèse condamnée Anne (*sic*) Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne...* Nul n'interpelle couramment ses collègues comme socialiste, centriste, de droite ou d'extrême-droite.

<sup>74</sup>. Propos prêté à Harriman, Bulletin du SDECE 21-1 A/00 303/SD, 28 janvier 1947, B 9-1, Politique extérieure (octobre 1946-août 1947) (vol. consulté avant classement définitif) ou B Amérique 1944-1949 vol. 265, Questions sociales et syndicales (américaines) (novembre 1944-février 1947), MAE. Le caractère momentané de la tactique ne figure pas dans la citation, mais relève de l'étude générale du processus : voir Edward Rice-Maximin, "The United States and the French Left, 1945-1949 : the View from the State Department", *Journal of Contemporary History*, vol. 19, 1984, p. 729-747, et A. Lacroix-Riz, "Du bon usage...", *art. cit.*

<sup>75</sup>. *Notes documentaires et Etudes* n° 573, 17 mars 1947, traduction des services américains d'Information de Paris, p. 5-7. Cité, "CGT et revendications ouvrières...", vol. 4, p. 560-561.

<sup>76</sup>. Irwin Wall, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989, p. 111.

<sup>77</sup>. *Ibid.*, p. 100-108, 111, 132. Aucune solution de continuité ne se dégage des archives entre les deux années concernées.

<sup>78</sup>. *Ibid.*, p. 101-102 ; *Foreign Relations of the United States (FRUS) 1947*, vol. III, Washington, 1972, correspondance (à trous, éclairants) depuis janvier, p. 688 sq. ; E. Rice-Maximin, "The United States and the French Left...", qui constate au minimum une convergence explicite et active dans la "purge" des administrations et la scission syndicale, *art. cit.*, p. 734-735.

<sup>79</sup>. Voir notamment A. Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne...*, "Du bon usage..." ; E. Rice-Maximin, "The United States and the French Left..." ; Irwin Wall, *L'influence américaine...*, Jean Davidson, *Correspondant à Washington : ce que je n'ai jamais câblé*, Paris, Ed. du Seuil, 1954 : jeune reporter de l'AFP, il trouva dans un journal américain en mai 1946 les échos d'un entretien privé entre Blum et Vinson, Secrétaire au Trésor américain, au cours duquel Blum aurait, au nom de la SFIO, pris l'engagement formel d'évincer tous les communistes ; l'information transmise à l'AFP suscita un démenti du *French Desk* du Département d'Etat, *op. cit.*, p. 18-20. I. Wall le dément, sur des bases que nous estimons infondées, *L'influence américaine...*, p. 71-72.

<sup>80</sup>. Frank Costigliola, *France and the United States. The Cold Alliance since World War II*, New York, Twayne Publishers, 1992, p. 59 ; source : rapport James Reston (journaliste du *New York Times* très lié à l'appareil d'Etat américain, A. L.-R.), mars 1947, Arthur Krock Papers, box 1, Mudd Library, Princeton University, et voir les chap. 1 et 2.

<sup>81</sup>. I. Wall fournit une cote incomplète (n. 3, p. 472), qui suggère qu'il n'a consulté ce texte que via mes propres travaux. Cette méthode, qui a été employée dans l'ouvrage à plusieurs reprises, nous a incitée à lui adresser le 30 mai 1989 un long courrier recensant notamment ces manquements à la déontologie de la consultation directe des archives et de la citation des travaux publiés. Sa réponse du 9 juin 1989, fort longue, sur le rôle de Caffery en mai 1947, est très brève sur la question des références. A l'exception d'une seule cote, précisée, tout le reste de l'important contentieux fait l'objet du justificatif suivant : "la seule chose que je puisse vous dire est que, dans la bousculade de la publication, et avec des révisions de dernière minute, mon éditeur a bousillé mes notes ; c'est tout juste si j'ai pu les corriger quand j'ai eu les épreuves" (*I can only plead that in the rush to publication, and with last minute revisions, my editor made a mess of my notes ; I was barely able to correct them when I got the proofs*), lettre citée, p. 3. L'argumentation ne nous a pas convaincue, le "bousillage" concernant malencontreusement mainte de nos références d'archives de 1946 et 1947.

<sup>82</sup>. Irwin Wall, *L'influence américaine...*, p. 97-98, 100, 111.



<sup>83</sup>. Intention en réalité pétrolière (et aussi anti-britannique qu'anti-soviétique), mais officiellement antibolchevique. Voir l'analyse pionnière, largement reprise ensuite, de Joyce et Gabriel Kolko, *The Limits of Power. The World and United States Foreign Policy 1945-1954*, New York, 1972, chap. 8, p. 226 sq.

<sup>84</sup>. Lettre citée, Paris, 14 mars 1947, 48-Y-48 1 sd 6, Conférence de Moscou, vol. consulté avant classement définitif, MAE. Sur son aspect germano-charbonnier, *Le choix de Marianne...*, p. 113-115 ou, du même auteur, "L'entrée de la France dans la Guerre froide (1944-1947)", *Annales Compiégnaises* n° 21, mars 1983 et, avec leur autorisation, *chirm* n° 13, juillet 1983, p. 4-23.

<sup>85</sup>. Compte rendu, très secret, Moscou, 20 avril, 48-Y-48 1 sd 6, largement cité, *Le choix de Marianne...*, p. 119-120.

<sup>86</sup>. Irwin Wall, *L'influence américaine...*, p. 103.

<sup>87</sup>. Référence du 10 octobre 1947 à une lettre du 26 mars "non publiée", selon la formule consacrée des *FRUS* concernant des courriers soustraits à la publication, mentionnés dans des dépêches ultérieures, *FRUS* 1947 vol. III, p. 767.

<sup>88</sup>. *FRUS* 1947 vol. III, p. 656, mention d'accords officiels.

<sup>89</sup>. Abraham Boxhoorn, *The Cold War and the Rift in the Governments of National Unity...*, *op. cit.*, p. 49-106. Quelques documents des Archives belges du MAE sont utilisés pour 1944-45, un pour août 1946, aucun entre cette date et l'éviction des communistes du 12 mars, *passim*. Citation, p. 249.

<sup>90</sup>. Tél. de Brugère n° 148-150, Bruxelles, 23 avril 1947, 48-Y-48 1 sd 6. Souligné par nous.

<sup>91</sup>. *The Cold War and the Rift in the Governments of National Unity...*, *op. cit.*, p. 92.

<sup>92</sup>. Mythe qui nous est imputé, Irwin Wall, *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 100. A. Boxhoorn cite deux de nos travaux dans sa bibliographie, mais pas celui (*Le choix de Marianne...*) qui concerne le plus directement l'éviction des ministres communistes (et qui mentionne, p. 120, l'assurance de Spaak sur la prochaine étape française du processus).

<sup>93</sup>. Lettre de Bonnet n° 1009, Washington, 7 mai 1947, *B Amérique...*, vol. 106, Etats-Unis et questions coloniales, janvier 1945-février 1952, MAE. En compagnie du Ministre Mériot et du Président de l'Union minière du Katanga, Spaak céda les métaux précieux de l'Eldorado congolais, dont le cobalt, aux Américains en vertu d'un "texte" signé dans le plus grand secret, et demeuré "absolument inconnu" de tous sauf de ces trois personnalités belges, rapport de l'Ambassade de France à Bruxelles sur l'activité économique et financière des Etats-Unis en Belgique, 27 juin 1949, *B Amérique...*, vol. 238, Questions économiques, financières. Activités économiques des Etats-Unis en Europe, février 1945-janvier 1952. Cet accord "très secret", rétroactif au 1er septembre 1942, fut signé avec les Anglais et les Américains (mais ceux-ci obtinrent l'exclusivité des livraisons de minerais) en janvier ; il fut immédiatement connu du BCRA (Passy), qui en accompagna la copie du commentaire suivant : "il est possible qu'il ne soit jamais publié", notes n° 223 et 225 du BCRA, 14 janvier 1943, dont annexe n° 1 sur les produits livrés, "mais le tableau n° 2 n'est pas en notre possession", *Alger-Londres 1939-1945*, vol. 231, Belgique, juillet 1940-juillet 1943, et vol. 233, Congo belge, août 1940-juin 1943, MAE. Ces dossiers de guerre érigent les responsables belges en satellites purs et simples des Américains, qui éprouvaient comme leurs mentors la plus vive antipathie pour la France Libre, laquelle s'en méfiait au plus haut point. Sur Spaak et son allégeance redoutée tant par Londres que Paris, il faudrait citer tous les fonds, particulièrement à l'ère du Plan Marshall, *Congo* inclus.

<sup>94</sup>. Cas encore impossible en Italie, où la majorité du PSI (dirigé par Nenni) était encore acquise à l'unité avec les communistes, mais où Washington déverrouilla l'obstacle en compagnie de Saragat à partir de 1946-1947, James Edward Miller, *The United States and Italy, 1940-1950. The Politics and Diplomacy of Stabilization*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1986, chap. 8, p. 219-220.

<sup>95</sup>. Déjà expérimenté sur la "baisse des prix", les Américains ayant beaucoup insisté auprès des Français, fin 1946, sur l'excellent exemple, qui leur devait beaucoup, donné par les Belges en ce domaine, *cf. supra*.

<sup>96</sup>. Citations et démonstration, Irwin Wall, *L'influence américaine...*, p. 106-108.

<sup>97</sup>. Propos clairs sur la responsabilité de Washington dans les événements de mai 1947, que minore singulièrement Abraham Boxhoorn en affirmant que "la véritable intervention n'intervint que plus tard", dans le cadre des élections d'avril 1948, *The Cold War...*, notamment p. 195-196. On comparera utilement cette opposition des deux périodes au contenu du livre de J. E. Miller, voir n. suiv.

<sup>98</sup>. James Edward Miller, *The United States and Italy...*, p. 226-230. Tout confirme - singulièrement la "préparation" des élections du 18 avril 1948 - que les Américains n'avaient à redouter (ce qui ne dura guère) que la perspective d'"une victoire électorale" de la coalition PCI-PSI de Nenni ; sur la coalition Etats-Unis-Vatican-DC pour y mettre bon ordre, *ibid.*, p. 234-249. Voir aussi *FRUS* 1947 vol. III, p. 834-1001 (décembre 1946-11 novembre 1947, particulièrement la correspondance de janvier et d'avril-mai).

<sup>99</sup>. Le reste du courrier montre que son auteur en doutait.

<sup>100</sup>. Renseignement, service 259-5/10-07/472, archivé 56049, "objet : Plan Marshall (...)", "Origine : contacts habituels de notre Honorable Correspondant au Secrétariat particulier de M. Jefferson Caffery", 10 juillet 1947, souligné dans le texte, *CE-44-A-22-9*, négociations relatives aux propositions du général Marshall, avril-juillet 1947 (vol. consulté avant classement définitif), MAE.

<sup>101</sup>. Irwin Wall, *L'influence américaine...*, p. 101.

<sup>102</sup>. Jean-Jacques Becker, "Ramadier et l'année 1947", *op. cit.*, p. 234.

<sup>103</sup>. Compte rendu du CN des 19-20 mars 1947, ASPS, Guy Mollet ("crise..."), p. 312, Daniel Mayer ("discours..."), p. 369 et 374 ; Jules Moch justifia ainsi la formulation vague de la motion de clôture : "il serait dangereux, avant même l'ouverture de la crise, de fixer des précisions trop rigides" concernant la nouvelle formation gouvernementale, p. 475.

<sup>104</sup>. *JOD* du 14 mars 1947, p. 825.

<sup>105</sup>. *JOD* du 19 mars 1947, p. 901.

<sup>106</sup>. *JOD* des 19 et 23 mars 1947, p. 905 et 1023. Sur les débats violemment anti-communistes, "CGT et revendications ouvrières...", vol. 4, p. 561-564.

<sup>107</sup>. Explications de vote de Duclos, *JOD* des 21 et 23 mars 1947, p. 956 et 1023.

<sup>108</sup>. Tél. 851.00/4-1847 de Caffery, Paris, 18 avril, *FRUS* 1947 vol. III, p. 699-701.

<sup>109</sup>. Rapport secret de Caffery, Paris, 6 mars, *FRUS* 1947 vol. III, p. 693-694.

<sup>110</sup>. Comparaison formelle évidente des deux épisodes, avec l'appel permanent à la reprise de la liberté communiste depuis le cabinet Daladier d'avril 1938 (Guy Bourdè, *La défaite du Front Populaire*, Maspéro, 1977, *passim*) et celui de Ramadier en mars 1947.

<sup>111</sup>. Irwin Wall, *L'influence américaine...*, p. 101-102, thèse "machiavélique" empruntée à Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du PCF*, vol. 2 (sans indication de page).

<sup>112</sup>. Maurice Thorez, compte rendu du CC du 3 mai 1947, AIRM.

<sup>113</sup>. "CGT et revendications ouvrières...", vol. 2, p. 735-745.

<sup>114</sup>. Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, Paris, Éditions sociales, 1983, "mai 1947, un tournant dans "l'année charnière"" (p. 51-55), p. 55.

<sup>115</sup>. Marie-Renée Courty-Valentin fait de l'éviction "une mauvaise surprise pour la direction du PCF" et juge "complémentaires" les thèses respectives de la SFIO et du PCF sur le départ des ministres communistes (auto-exclusion ou exclusion *stricto sensu*) : "Ramadier a certainement profité du désaccord pour écarter les communistes, comme il le souhaitait depuis quelque temps. Mais les ministres communistes ont rompu la solidarité gouvernementale : l'ampleur de la grève à la Régie Renault ne leur laissait sans doute guère d'autre choix, mais il n'est pas possible de voir dans ces arrêts de travail un complot anticommuniste. Les ministres du PCF ont décidé de privilégier les revendications des grévistes plutôt que la politique de blocage des salaires en espérant que les autres ministres consentiraient à un compromis. La suite des événements montre en effet que ce choix n'était pas irréversible". Suit la liste des démarches communistes destinées à démontrer que le parti demeurerait un "parti de gouvernement" entre l'éviction de mai et la conférence de Szklarska Poreba fondatrice du Kominform, "Les grèves de 1947 en France...", p. 328-330.

<sup>116</sup>. "CGT et revendications ouvrières...", *passim*.

<sup>117</sup>. Tél. secret 851.00/4-347 de Caffery, Paris, 3 avril, *FRUS* 1947 vol. III, p. 696.

<sup>118</sup>. Rapport secret de Caffery, Paris, 6 mars, *FRUS* 1947 vol. III, p. 693-694.

<sup>119</sup>. Irwin Wall, *L'influence américaine...*, p. 104-105, puisé notamment dans les courriers d'avril-mai 1947, *FRUS* 1947 vol. III, p. 696-697, 701-707. Tanguy-Prigent avait parfaitement compris, mais le bilan nul de son voyage de février 1947 n'était pas avouable à la population : il présenta des chiffres mensongers à l'Assemblée le 21 mars, en imputant la catastrophe future au mauvais vouloir des paysans, voir *B 12-6*, 1947, et *Le choix de Marianne...*, *op. cit.*, p. 95-97.

<sup>120</sup>. Tél. confidentiel 851.00/4-2347 de Clayton à Acheson, Genève (où le premier préparait le GATT fondé à l'automne), 23 avril, *FRUS* 1947 vol. III, p. 701-702.

<sup>121</sup>. *Le choix de Marianne...*, *op. cit.*, p. 97-98. Sur les douceurs réservées à la Bizone et la campagne de grande envergure sur ses misères, avec comme naguère la participation de l'ancien Président Hoover, Annie Lacroix-Riz, ""Bonne Allemagne" ou reconstruction prioritaire : Paris et Washington du départ du Général de Gaulle à la Conférence de Moscou (janvier 1946-printemps 1947)", *GMCC*, n° 169, janvier 1993, p. 137-177.

<sup>122</sup>. Aide-mémoire 851.00/4-847 de Caffery, 8 avril, *FRUS* 1947 vol. III, p. 696-697. Sur les réalités, n. précéd.

<sup>123</sup>. Tél. confidentiel 851.00/4-2347 de Clayton à Acheson, Genève, 23 avril, *FRUS* 1947 vol. III, p. 702. Sur la suite, *Le choix de Marianne...*, *op. cit.*, p. 182-186.

<sup>124</sup>. Machine de guerre depuis septembre 1944 contre un syndicalisme radicalisé par la guerre dans l'ensemble de l'Europe. Voir les référ. de la n. suiv.

<sup>125</sup>. Bibliographie récente, Annie Lacroix-Riz, "Autour d'Irving Brown : l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'Etat et la scission syndicale française (1944-1947)", *Le Mouvement Social*, avril 1990, p. 79-118 (notamment, *sur le cas français*, Ronald Radosh, *American Labor and United States Foreign Policy*, New York, Random House, 1969, p. 325-337 ; Roy Godson, *American Labor and European Politics. The AFL as a transnational Force*, New York, Crane, Russak & C°, 1976 ; P. Weiler, "The United States, International Labor and the Cold War : the Break-Up of the World Federation of Trade Unions", *Diplomatic History*, V, 1981, p. 1-22 ; E. Rice-Maximin, "The United States and the French Left, 1945-1949...", *art. cit.* ; Anthony Carew, "The Schism within the World Federation of Trade Unions : Government and Trade Union Diplomacy", *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335 et (l'indispensable) *Labour under the Marshall Plan*, Manchester University Press, 1987 ; Rémi Kauffer, "Irving Brown. Vie et mort du plus grand aventurier des syndicats depuis la Seconde Guerre mondiale", *Penthouse*, mai 1989, p. 11-17 ; Roger Faligot et Rémi Kauffer, "Irving Brown. Un Américain à Paris" et "Le cardinal-spahi", *Eminences grises*, Paris, Fayard, 1992, p. 173-208 ; Mark Shapiro et Annette Lévy-Willard, *Libération*, 27 novembre 1985. Sur ces bases et celles des Archives du Quai d'Orsay (citées, "Autour d'Irving Brown..."), nous contestons la chronologie très tardive d'Irwin Wall - fin 1947 - sur les rapports étroits entre AFL et Etat américain, "American Influence and French Politics : a story without an end", *French Politics and Society (Newsletter)*, Fall 1986, p. 26-31, et *L'influence américaine...*, *op. cit.*

<sup>126</sup>. Compte rendu du CN de la SFIO des 19-20 mars 1947, p. 370-371, ASPS.

<sup>127</sup>. Tél. secret 851.00/3-3147 de Caffery, Paris, 31 mars, *FRUS 1947* vol. III, p. 696. On excusera la lourdeur du style, mais nous avons traduit, et non corrigé, Caffery (ou, plus vraisemblablement, Brown, auteur coutumier de la prose "syndicale" de Caffery).

<sup>128</sup>. Tél. secret 851.00/4-2547 de Caffery, Paris, 25 avril, *FRUS 1947* vol. III, p. 703.

<sup>129</sup>. Sur l'affaire en souffrance depuis les accords Blum-Byrnes du 28 mai 1946, *Le choix de Marianne...*, *op. cit.*, p. 93-94 et 124. Irwin Wall soutient que le "montant du prêt (...) presque dérisoire ne pouvait guère influencer sur le dénouement de la crise" *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 104-105. Jugement incontestable sur le caractère ridicule du prêt, mais on le cacha soigneusement à la population française : la presse non-communiste, tant au printemps de 1946 qu'au tournant d'avril-mai 1947, fut priée de lui décrire cet emprunt "dérisoire" comme un pactole ; l'argument tombe donc de lui-même. La tactique fut appliquée de façon identique aux Italiens, James Edward Miller, *The United States and Italy, 1940-1950*, *op. cit.*

<sup>130</sup>. Souligné par nous : ce discours est-il celui d'un témoin passif ? Que signifie cet *enfin*, sinon qu'on discuta bien *sans relâche et ensemble* du meilleur moyen de mettre les gêneurs à la porte ?

<sup>131</sup>. Tél. top secret 851.00/10-1047 de MacArthur à Wallner, Paris, 10 octobre, *FRUS 1947* vol. III, p. 767. Souligné par nous.

<sup>132</sup>. L'auteur estime non éclairante la concomitance chronologique des trois événements, qu'il considère non pas comme une conséquence mais comme "une des causes de la Guerre froide", *The Cold War and the Rift in the Governments of National Unity...*, *op. cit.*, p. 245-249.

<sup>133</sup>. Sur ce débat, "Autour d'Irving Brown...", *art. cit.*, p. 90-91.

<sup>134</sup>. Roy Godson, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 117, souligné par nous. Sur l'apport de cet ouvrage enthousiaste sur la scission française, "Autour d'Irving Brown...", *art. cit.*

<sup>135</sup>. Tél. secret 851.00/3-3147 de Caffery, Paris, 31 mars, *FRUS 1947* vol. III, p. 696.

<sup>136</sup>. "Les grèves de la Régie...", *art. cit.*, p. 123 sq. et 134-135.

<sup>137</sup>. *United Automobile Workers* des frères Reuther, syndicat du *Congress of Industrial Organizations*.

<sup>138</sup>. Sur le passé de Brown, Michael Fichter, *Besatzungsmacht und Gewerkschaften. Zur Entwicklung und Anwendung der US-Gewerkschaftspolitik in Deutschland 1944-1948*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1982, p. 42, 288-289 et 291 ; Rémi Kauffer, "Irving Brown. Vie et mort du plus grand aventurier...", *art. cit.*, p. 12 ; Daniel Bell, *Marxian Socialism in the United States*, Princeton University Press, 1967 (1<sup>ère</sup> édition 1952), p. 164 ; John P. Windmuller, *American Labor and the International Labor Movement 1940 to 1953*, Ithaca, *The Institute of International Industrial and Labor Relations, Cornell University*, 1954, p. 75-76.

<sup>139</sup>. Deixonne (du Tarn), compte rendu du CN de la SFIO, 9 juin 1946, p. 136, ASPS.

<sup>140</sup>. Rapport non daté, Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 316-317.

<sup>141</sup>. Roy Godson, *American Labor...*, *op. cit.*, *passim*.

<sup>142</sup>. *Force Ouvrière*, 11 avril 1946, p. 3.

<sup>143</sup>. Tract du Comité de grève, sd (entre le 26 et le 28 avril 1947), AM. En italique dans le texte.

<sup>144</sup>. Philip fut l'un des champions de la croisade contre les subventions, point central du programme d'austérité draconien de 1946-1947, *La CGT de la Libération...*, p. 200 sq. Sur la sensibilité économique de la SFIO aux desiderata économiques parfois strictement américains (non pas objet de consensus mais source de conflit franco-américain), "Du bon usage...", *art. cit.*, p. 87-94.

---

<sup>145</sup>. "Qui tire les ficelles ?", tract CGT du 14 mai 1947, AM.

<sup>146</sup>. Sur l'importance stratégique, plus grande que jamais compte tenu de l'acuité des luttes sociales, du "contrôle de l'embauchage et du débauchage", après les grèves de 1936, tant pour les ouvriers que pour le patronat, voir Richard Vinen, *The politics of French business 1936-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, chap. 6, p. 68 sq.

<sup>147</sup>. Tract CGT du 16 mai 1947 intitulé "Une nouvelle victoire", AM.

<sup>148</sup>. "Consignes à passer pour ce matin 30" avril 1947, 2è point (des 7), cité *supra*.

<sup>149</sup>. Tract sd (du 30 avril 1947), AM. *L'Humanité* du 30 avril 1947 conta l'affaire et publia la photo de Salvade.

<sup>150</sup>. "Qui tire les ficelles ?", tract CGT du 14 mai 1947, AM.

<sup>151</sup>. "Le complot a été brisé", tract du 19 mai 1947, AM. Les trois hommes, trop voyants, durent quitter Renault, un tract du 22 septembre 1947, AM, mentionne ce départ : quand ?

<sup>152</sup>. *La CGT de la Libération à la scission...*, p. 100-107, 180-181, 183-186, et "CGT et revendications ouvrières...", vol. 2, chap. IX, p. 617 sq.

<sup>153</sup>. Rapport préfectoral, Arras, 9 décembre 1946, F1 CIII 1223, Pas-de-Calais, AN.

<sup>154</sup>. Bernard Georges et Denise Tintant, *Léon Jouhaux, cinquante ans de syndicalisme, des origines à 1921*, les mêmes et Marie-Anne Renauld, *Léon Jouhaux dans le mouvement syndical français /1921-1954/*, Paris, PUF, respectivement 1962 et 1979.

<sup>155</sup>. Tél. secret 851.00/3-3147 de Caffery, Paris, 31 mars, *FRUS* 1947 vol. III, p. 696.

<sup>156</sup>. L'autre terme de l'argumentation concernait de Gaulle, "Réflexions de Paul Ramadier, décembre 1947", *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. XXXV, juillet-septembre 1988, p. 499 et 501.